MINISTÈRE DES ARMÉES
Liberté
Égalité
Fraternité

GOUVERNEUR MILITAIRE DE PARIS

Bulletin d'information
de la réserve citoyenne Terre
Paris Ile-de-France

n°5 - décembre 2021

Édito

Renouveau

Il y a un an, en pleine pandémie, le premier bulletin *ad honores* voyait le jour. Fruit du travail d'une équipe de rédaction motivée, votre trimestriel met en valeur vos actions, réservistes citoyens de l'armée de Terre placés sous l'autorité du GMP.

Votre bulletin évolue !

Les remarques, critiques et observations des uns et des autres ont été entendues. Le comité éditorial s'est mobilisé pour y répondre ; il a échangé avec le comité communication et des spécialistes des médias… pour produire la nouvelle maquette que vous lisez.

Plus aérée et plus moderne, elle a toutefois conservé son identité visuelle. La nouvelle police de caractère permet une lecture plus fluide ; le nombre de pages diminue pour vous permettre une meilleure appropriation de votre trimestriel !
Certains articles, denses, seront partagés avec votre blog : http://www.reserve-citoyenne-paris.org

L'évolution de votre bulletin doit être à l'image de votre engagement, sans cesse renouvelé. Continuez d'être force de propositions et relais de la pensée militaire auprès de nos concitoyens !

L'équipe qui vous accompagne est à votre service et compte sur votre audace !

Que 2022 soit placée sous le double signe de l'engagement et du renouveau.

Excellente lecture !

Commandant Christophe Cazorla

L'invité, page 14

Crédit photo : ministère des Armées

Général de division
Pierre-Joseph Givre,
directeur du CDEC

« ***le réserviste citoyen doit se faire l'ambassadeur du fait militaire*** »

Dossier, page 13

Crédit photo : Alain Broquet

Préparer la guerre de demain,
quand l'histoire éclaire l'avenir !

Conférences, page 3

♦ **l'histoire de la guerre et les conflits de demain**
Colonel Jordan

♦ **Le COMCYBER**
Général de Montenon

Directeur de publication : CDT **Christophe Cazorla**

Rédacteur en chef : **Bruno de Laigue**, CDT (rc) depuis 2016. Directeur administratif et financier, groupe BUSINESS PARTNERS.

Comité éditorial

Nathalie Berland, CDT (rc) depuis 2016. Responsable coordination Russie, société NYCO

Alain Broquet, CDT (rc) depuis 2016. Ingénieur d'affaires, groupe DEMOS

Bernard Labauge, LCL (rc), depuis 2011. Ancien conseiller municipal de Baulne.

Thierry Laugier, CDT (rc) depuis 2016. Avocat près la Cour d'Appel de Paris

Thierry-Jacques Laurent, CDT (rc) depuis 2017. Enseignant-chercheur en littérature française.

Gaël Pilorget, CDT (rc) depuis 2018. Responsable du CDI du lycée militaire de Saint-Cyr, chercheur au Centre français de recherche sur le renseignement.

Frédéric Rignault, LCL (rc) depuis 2013. Responsable secteur éducation, société SPIE.

Isabelle de Segonzac, CDT (rc) depuis 2014. Attachée principale d'administration aux Ministères économiques et financiers.

Remarques et propositions d'articles :
ad.honores.idf@gmail.com

Dans votre bulletin…

Actualités 3

- Conférence du colonel Jordan…… 3
- Conférence du général de Montenon…… 5
- La STAT…… 9
- PCAT 2021…… 11
- In memoriam…… 12

Dossier 13

- Général Givre : le CDEC…… 14
- Colonel Yver : RETEX et doctrine…… 18
- Colonel Jordan : histoire et conflits récents…… 20
- Diên Biên Phu, pour l'exemple…… 25

Actualités RC Terre Ile-de-France 27

- Le séminaire de rentrée de la RC-T IdF…… 27
- Opération Bleuet de France…… 28
- Task force simplification…… 29
- Colloque le sport et les armées…… 30

Délégations militaires départementales 31

- Présentation de la DMD de Seine-Saint-Denis.. 31
- Brèves…… 33

Culture et divertissement 36

- Les commémorations de la Grande Guerre…… 36
- Sosthène Camille Mortenol…… 37
- A chacun son surnom !…… 38
- A lire !…… 39

Cabinet du GMP et chancellerie 40

Le Blog de la Réserve citoyenne du GMP,
coordonné par le LCL (rc) Frédéric Rignault : ici.

Le site de la Réserve citoyenne Terre : ici.

Crédit photo : DR
Colonel Frédéric Jordan

L'histoire de la guerre et les conflits de demain

Dans le cadre des conférences organisées pour la Réserve citoyenne du Gouverneur militaire de Paris, le colonel Frédéric Jordan est venu présenter, le 19 octobre 2021, son ouvrage : « *Pour le succès des armes de la France…* ».
Au terme d'un exposé dense et complet, l'auteur a développé sa réflexion, nourrie de l'histoire des guerres, des batailles et des conflits, pour comprendre les transformations auxquelles les armées sont désormais confrontées, et proposer de nouveaux leviers pour vaincre.

« L'histoire militaire permet d'apprendre à sentir et penser en soldat, tout en dominant la variété technique et la rigidité des règlements. » *(Colonel Maurice Suire)*

Par les LCL (rc) Bernard Labauge et CDT (rc) Thierry Laugier

Saint-Cyrien et breveté de l'École de guerre, le colonel Frédéric Jordan a une expérience riche, en ayant notamment été chef de corps du 40e régiment d'artillerie, il est aujourd'hui titulaire de la chaire de Tactique générale et d'Histoire militaire au Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC).

Son ouvrage s'est d'abord et avant tout bâti sur son expérience militaire, puisqu'il fait partie d'une génération d'officiers qui a connu, dès le grade de lieutenant, le déploiement en opérations extérieures.

Ainsi, a-t-il servi en ex-Yougoslavie, en Afghanistan, en Afrique ou encore en Irak. Cette expérience est décisive tant le colonel Jordan a pu constater que chaque situation était différente à la fois en raison de la nature des missions reçues et des unités dans lesquelles il était affecté, qu'en raison de différences sensibles en termes de population, de terrain, de cadre géopolitique ou encore de règles d'engagement.

Toutefois, la rédaction de cet ouvrage est aussi liée à l'intérêt du colonel Jordan pour l'histoire militaire. Celle-ci permet de comprendre le présent et d'éclairer l'avenir, ainsi que le rappelait le général de corps d'armée, Christophe Abad, Gouverneur militaire de Paris, dans son propos liminaire.

Relevant que la conflictualité connaît des évolutions et des mutations importantes, alors que la guerre est de nouveau au cœur des dialogues entre États, et qu'elle reste une option entre compétiteurs stratégiques, le colonel Jordan a envisagé la rédaction de cet ouvrage comme une structure de réflexion permettant de garantir la supériorité sur les adversaires dans tous les domaines, quels que soient le contexte d'engagement, les retours capacitaires et les modes d'action de l'ennemi.
Le titre, enfin, est une référence explicite à la formule d'investiture prononcée lors de la prise de commandement du capitaine d'une unité élémentaire, d'un pacha de bâtiment, d'un commandant de base ou d'un chef de corps d'un régiment, laquelle se termine invariablement par l'expression « pour le succès des armes de la France… » : cette « belle » expression vise clairement le succès militaire qui contribue aux objectifs fixés par les représentants de la Nation.

« comprendre le présent et éclairer l'avenir »

Se préparer à tout le spectre des engagements possibles

La réflexion du colonel Jordan se nourrit initialement des conflits passés, et des conclusions qui en ont été tirées par les chefs militaires, français comme étrangers. Alors que les progrès sont constants dans le domaine de l'armement et des nouvelles formes de guerre, il en conclut pourtant que la guerre n'a pas beaucoup changé de nature, mais qu'en revanche, c'est la perception des individus qui a évolué. Ainsi, le faible a toujours cherché à contourner le fort et ses atouts, à user de propagande pour soutenir les efforts de guerre ou affaiblir ceux de l'ennemi, en prenant en considération les morts, les blessés et les victimes civiles.

Pour se préparer aux conflits à venir, il faut donc éviter de considérer que l'ennemi est « un autre nous-même », mais développer les moyens tactiques et d'action les plus efficaces. Ainsi, les stagiaires de l'École de guerre se forment à travers des études historiques sur le terrain, où ils se retrouvent en tant que chefs de l'époque et reçoivent une mission à accomplir avec des moyens équivalents. Ces exercices, destinés à faire sortir les stagiaires de leur zone de confort, créent des surprises intéressantes, avec des manœuvres parfois audacieuses.

Être victorieux, c'est d'abord protéger

Dans ce contexte, il est nécessaire de définir la victoire, qui n'est pas nécessairement l'écrasement de l'ennemi.
Être victorieux, c'est d'abord protéger les populations, le patrimoine, les valeurs, les ressources, la souveraineté, alors que la menace aura été neutralisée.
Dès lors, une victoire consiste à gagner la paix, une légitimité, ou un nouvel équilibre permettant de relancer la diplomatie de sorte à faire triompher les idées et valeurs, bâtir une cohésion pour créer ou recréer le lien national.
Le constat est alors le suivant : il faut du temps pour vaincre.
Il est à déplorer, toutefois, que les résultats militaires ne soient pas valorisés, notamment d'un point de vue médiatique, lorsque les opérations menées par les forces permettent d'aboutir au résultat tel que fixé par les autorités civiles et politiques.

Garantir le succès opérationnel

Afin de garantir le succès opérationnel, le colonel Jordan isole trois grands principes, qui structurent la pensée militaire française.

- ✓ La **liberté d'action**, qui est la possibilité pour un chef, quel que soit son niveau, de mettre en œuvre ses moyens à tout moment et d'agir malgré l'adversaire et les contraintes imposées par le milieu et les circonstances, en vue d'atteindre l'objectif assigné. Ce chef devra donc disposer de moyens pour percer l'opacité adverse, en disposant de réserves suffisantes en hommes et en munitions, mais aussi pour pouvoir transmettre ses ordres.

- ✓ **L'économie des forces** qui n'est en rien l'économie de moyens, mais leur répartition judicieuse en vue d'obtenir le meilleur rapport capacité/effet pour atteindre le but recherché.

- ✓ **La concentration des efforts** est le plus important des trois principes et permet la convergence dans l'espace et dans le temps des actions et des effets des différentes fonctions opérationnelles.

Au-delà de ces trois principes intangibles, l'action militaire ne sera un succès que si la projection puis la manœuvre, interarmes comme interarmées, sont réussies.

La technologie ne fera pas tout, et son évolution ne permet pas d'avoir, pour celui qui serait le mieux outillé, la perspective indiscutable de victoire.
Le chef et les forces morales devront toujours être présents au cœur du combat afin, hier comme aujourd'hui ou demain, d'avoir « la bonne formule » à savoir, les capacités et une organisation militaire adaptées au temps, à l'adversaire, ainsi qu'au contexte d'engagement.

Désormais en tout cas, l'arrière étant proche de la ligne de front, il s'agira de pouvoir engager des forces vives qui seront, certes, composées des forces militaires, mais aussi de la volonté de tous.

Dans ce contexte, la Réserve citoyenne agissant dans un contexte civil, y trouve toute sa place.

Le commandement de la cyber défense

Crédit photo : DR

Général de brigade
Philippe de Montenon

Le 16 mars, à l'occasion des conférences bimensuelles du GMP, le général de brigade Philippe de Montenon, adjoint au commandant du commandement de la cyber défense (COMCYBER), nous a présenté les enjeux de la cyberdéfense. Une intervention claire, précise et dynamique, permettant à chacun de mieux comprendre les enjeux de ce monde nouveau, dans lequel la France a toute sa place.

Par les LCL (rc) Bernard Labauge et CDT (rc) Bruno de Laigue

« *La majeure partie des personnes présentes dans cette salle, à commencer par moi-même, appartient à la génération BBC : Born Before Computer ! Bien que n'étant pas un expert des nouvelles technologies, je viens vous parler ce soir des applications concrètes et quotidiennes de la cyber guerre !* ». Le propos introductif du général pose le décor : guerre et cyberespace, protection et sécurité dans le monde cyber.

Depuis une dizaine d'années, l'armée française fait la guerre dans le cyber espace pour protéger nos systèmes d'armes et de sécurité mais également pour porter des coups, prendre le contrôle de systèmes adverses, modifier des perceptions, capter des informations ou, plus simplement, saboter des systèmes d'information ennemis.
Ne nous y trompons pas : la guerre cyber a vraiment commencé et la France fait partie des grandes nations du monde cyber…

La guerre cyber a commencé.

Trois exemples concrets pour illustrer les choses.

En 2019, le Pentagone organise un concours auprès d'une population de hackers civils consistant à prendre le contrôle d'un système d'armes. En 24 heures, un des groupes y parvient sur un F15, avion de chasse qui n'est pas de la dernière génération mais qui est cependant numérisé… Prendre le contrôle d'un tel appareil permet d'avoir les capacités de lui interdire de décoller, de lui donner en vol l'ordre de se crasher en vol, de modifier pour le pilote la perception qu'il a de son environnement …

L'affaire Facebook-Cambridge Analytica, sans doute à l'origine de la victoire de Donald Trump aux élections américaines de 2016. Que s'est-il passé ? L'entreprise anglaise Cambridge Analytica, spécialisée dans l'analyse des réseaux sociaux, met à disposition du Parti Républicain les données personnelles de plus de 85 millions d'utilisateurs à qui Facebook avait proposé de participer à un jeu. L'analyse des données récoltées permet d'étudier le comportement de ces Américains et, par différents moyens, d'influencer leur vote. C'est ainsi que Donald Trump, en intensifiant ses meetings dans deux États-clefs considérés comme imprenables pour le Parti Républicain, a gagné les élections dans le Michigan et le Wisconsin…

« gagner la guerre avant la guerre »

Trois catégories de sources sont en général utilisées par les services de renseignement : humaines, observation sur un théâtre d'opération et utilisation de satellites, de drones, d'appareils photo ou encore de matériels électromagnétiques. Aujourd'hui, une quatrième source est utilisée : le monde cyber. L'attaque d'un système d'information, quel qu'il soit, s'il n'est pas découvert immédiatement, peut permettre de récupérer une grande quantité d'informations parmi lesquelles certaines sont vitales… C'est un troisième exemple.

Saboter, voler de la donnée, modifier des perceptions : voilà les trois principaux objectifs d'une attaque cyber.

Crédit photo : DR

Saboter en paralysant un système d'information, un système d'armes numérisé ou en en prenant le contrôle pour, *in fine*, l'empêcher de fonctionner : le virus « *Stuxnet* » en est le parfait exemple. En 2010, Israël et les États-Unis parviennent, par un virus informatique, à reprogrammer les centrifugeuses iraniennes d'enrichissement d'uranium pour les faire tourner en surrégime -- tout en faisant croire aux ingénieurs que tout va bien-- jusqu'à rendre une centrale nucléaire inopérante. Parvenir à ce résultat nécessite une parfaite compréhension du fonctionnement d'un tel système pour développer l'outil adéquat et la manière de pénétrer le système ennemi.

Pour voler des données en s'introduisant dans un système d'information fermé au public, de nombreuses ruses sont nécessaires : mél avec pièce jointe, clé USB non vérifiée, faute de sécurité… Avant que le virus ne soit découvert, les données volées peuvent être nombreuses.

Modifier les perceptions des individus via une cyber attaque peut entraîner des conséquences importantes et primordiales dans le cas d'une guerre. Ainsi d'un avion français devant traverser un espace aérien ennemi : s'introduire dans le système d'information du contrôle aérien pour faire croire au contrôleur aérien qu'il n'y a pas d'avion étranger qui pénètre son espace.

Aujourd'hui, la guerre menée sur les réseaux sociaux est une priorité : la ministre des Armées a récemment affirmé que les armées françaises font de la lutte d'influence une priorité, en particulier en communiquant autour des opérations qu'elles mènent mais aussi en prévenant les attaques adverses, en détectant la propagande ennemie. Ces opérations sont menées dans le respect du droit et d'une certaine morale, au contraire de certains de nos adversaires.

La révolution des nouvelles technologies est comparable, d'un point de vue militaire, à ce qu'ont vécu nos frères d'armes au début du XX^{e} siècle avec l'aviation ; ce qui faisait dire au général italien Giulio Douhet : « *conquérir le commandement dans les airs signifie la victoire !* ». Ne peut-on pas dire la même chose de la guerre cyber ?

En effet, celle-ci précède la guerre tout court. D'où l'importance, selon la vision stratégique de notre CEMA de « gagner la guerre avant la guerre ». Prendre le contrôle des systèmes d'armes de nos ennemis, déployer une guerre psychologique, cela permet de neutraliser l'ennemi avant même que la guerre ne commence.

Le numérique change totalement le paradigme de la guerre. Lors des conflits passés, les principales questions que l'on se posait avant d'entrer en guerre étaient : où sont mes ennemis, où sont mes amis, quelle est la configuration du terrain, de quels moyens je dispose ?
Aujourd'hui, on doit se poser deux questions : quelle est la surface numérique que j'expose à mon adversaire et quelle surface m'expose-t-il ?

La temporalité n'est plus la même : le déclenchement d'une guerre cyber se fait à la vitesse de la lumière ; la préparer demande des mois, parfois des années de travail : comprendre le système adverse, l'analyser et le pénétrer.

« Saboter, voler de la donnée, modifier des perceptions : voilà les trois principaux objectifs d'une attaque cyber. »

La France est dans le match.

Notre pays fait partie des cinq plus grandes nations de la cyber défense avec les Etats-Unis, la Chine, la Russie, la Grande-Bretagne et Israël.

Deux raisons à cela : la France a toujours été une grande puissance dans le domaine du renseignement de l'électro-magnétisme ; la France a su faire les bons choix au bon moment.

Dès 2008, nos autorités ont développé le concept de la cyber défense dans le « Livre Blanc de la Défense », choix développé par tous les Livres Blancs et les revues stratégiques suivants. C'est en 2017 qu'a été créé le COMCYBER à travers un document de doctrine stratégique de cyber défense décliné dans les trois domaines d'action que sont la défense, l'influence et l'offensive. Sa responsabilité est de s'assurer du bon déroulement d'un certain nombre d'actions mais également de préparer l'avenir, de définir la doctrine et de savoir comment seront organisées les ressources humaines de demain dans ce domaine.

L'organisation de la cyber défense en France est interministérielle et intégrée. L'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information) est une agence gouvernementale dont la responsabilité principale est de protéger les systèmes d'information de l'État mais aussi un ensemble d'entreprises d'importance vitale pour la nation (transport, énergie...). Tout ce que l'ANSSI fait dans le domaine civil, le ministère des Armées le fait dans son propre périmètre, à travers la COMCYBER.

Organisation à commandement militaire dépendant directement du CEMA, le commandement de la cyberdéfense dispose aujourd'hui de 3 500 combattants ; d'ici 3 ans il devrait y avoir 4 500 personnes pour atteindre, deux ans plus tard, 5 000 hommes et femmes. Le budget de la COMCYBER s'élève à 1,6 milliards d'euros, ce qui est peu par rapport aux 300 milliards d'euros du budget de la loi de programmation militaire. Les dépenses les plus importantes concernent les ressources humaines : nos combattants doivent être de grande qualité.

Beaucoup de civils composent les rangs de la COMCYBER et se divisent en deux catégories : des informaticiens de génie et des techniciens. Les génies, peu nombreux, sont soit très diplômés, soit autodidactes ; ils ont la capacité de découper des morceaux de codes ou de faire du rétro-engineering des codes de l'adversaire ; ils sont capables d'expliquer comment un virus est arrivé, comment il s'est comporté. Les techniciens, quant à eux, gèrent les systèmes d'information et sont très utiles pour mener les actions décrites ci-dessus (vol de données, pénétration d'un système d'information…).

« Notre pays fait partie des cinq plus grandes nations de la cyber défense »

Des militaires, beaucoup moins nombreux, sont évidemment dans les rangs. Ils ont souvent eu des fonctions de commandement, ce qui est très utile pour bien comprendre les questions opérationnelles.

S'ajoutent à cela des psychologues, indispensables à l'étude de l'environnement et à la recherche « du » point faible de l'adversaire et, enfin, des linguistes – ce qui est primordial dans notre environnement international.

Notre conférencier pense que ce personnel sera engagé sous forme de contrats courts : beaucoup rejoindront les rangs de la COMCYBER pour une première expérience avant d'être « chassés » par des entreprises avec lesquelles la compétition financière sera inégale pour le commandement de la cyber défense. L'armée tentera de garder un contact avec les meilleurs éléments, notamment à travers la réserve opérationnelle.

Les dix commandements cyber.
Cliquez sur l'image

Des défis d'envergure à relever.

Pour rester parmi les meilleurs compétiteurs mondiaux, de nombreux défis restent à relever.

Défi technologique d'abord. Des ruptures technologiques sont à venir : il nous faut les anticiper afin de prendre les bonnes décisions. Par exemple, avec l'apparition de la 5G, tous les protocoles utilisés avec la 4G seront à réapprendre ; les véhicules autonomes nécessiteront de bien maîtriser la technologie pour les protéger contre les attaques cyber. Avec l'arrivée des ordinateurs quantiques, multipliant considérablement les vitesses de calcul, nos adversaires pourront développer des codes que nous serons incapables de casser… A nous de faire face !

Défi souverain ensuite. Aujourd'hui, toutes les données sont stockées dans le cloud mais il n'existe pas de cloud français ou européen, robuste et sécurisé. Nous sommes soumis au « *Cloud Act américain* », qui permet de mettre à disposition des autorités américaines l'ensemble de nos informations : c'est une grande vulnérabilité.

Le développement des partenariats est un autre défi car nous communiquons très peu avec nos alliés sur le monde cyber. Nous ne pouvons pas continuer ainsi car il y a des organisations internationales, comme la sécurité civile européenne, nécessitant de partager nos savoirs et expériences ; d'autant plus à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne. Plus largement, la France par son appartenance à l'OTAN doit accepter de mettre à disposition de cette organisation ses capacités offensives cyber.

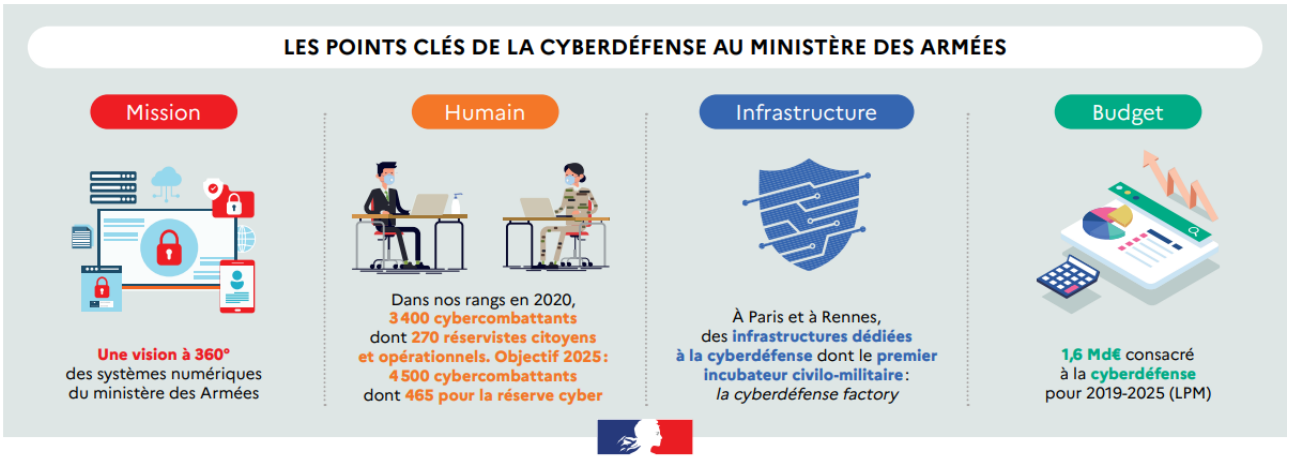
Crédit photo : DR

Le Général de brigade Philippe de Montenon et le Gouverneur militaire de Paris

L'acculturation est également un défi à relever. Nombre de militaires doivent être formés à la cyber défense : c'est un travail de longue haleine mais indispensable. L'armée y travaille activement.

Le dernier défi à relever est sans doute le plus important : recruter des spécialistes, les former et les fidéliser. Un programme d'envergure !

Les nouvelles technologies entraînent de nouveaux paradigmes tant dans la vie économique que militaire. Les champs du possible sont nombreux, leur évolution constante : des métiers n'existaient pas il y a moins de dix ans ; d'autres ne sont pas encore nés. Le cyber espace est un nouveau théâtre d'opérations dans lequel la France fait partie des leaders par ses capacités techniques, humaines et sa grande agilité ; nos armées prouvent, face à ce nouvel espace, leur capacité d'adaptation et d'anticipation – un exemple à suivre et dont bien des entreprises pourraient s'inspirer.



Site Ministère des Armées

La Section Technique de l'Armée de Terre

Lors de son séminaire de rentrée, le 24 septembre 2021, la réserve citoyenne du gouverneur militaire de Paris a été accueillie dans les locaux de la Section technique de l'armée de Terre (STAT) à Satory. La présentation qui en a été faite a permis de comprendre le processus permettant à l'armée de Terre de se doter des équipements nécessaires à ses missions.

Par les CDT (rc) Thierry Laugier et LCL (rc) Bernard Labauge

La STAT est un organisme particulier puisqu'il couvre l'ensemble du spectre des équipements opérationnels qui sont représentés dans l'armée de terre.

Répondre à un besoin de capacité

L'armée de Terre n'a pas besoin d'un équipement, mais d'une capacité. Il s'agit d'un ensemble cohérent composé d'hommes et d'équipements organisés, entraînés, et soutenus selon une doctrine, en vue d'une finalité d'emploi opérationnel. La STAT répond donc à ce besoin puisqu'un équipement sans ressources humaines, sans soutien, sans organisation, ne sert à rien. Elle traduit en actes les besoins exprimés dans les livres blancs de la défense, qui se déclinent ultérieurement en lois de programmation militaire.

Dirigée par le général Benoît Vidaud, la STAT regroupe 650 personnes, pour suivre 400 équipements et matériels d'armement en continu. Elle est divisée en huit groupements :

- ✓ armes de mêlée et facteurs humains (infanterie, cavalerie) ;
- ✓ artillerie, défense de zone, défense, sol-air ;
- ✓ mobilité et agencement d'espaces terrestres (génie, explosifs, véhicules) ;
- ✓ renseignement (drones, optroniques) ;
- ✓ simulation et numérisation ;
- ✓ système de communication ;
- ✓ troupes aéroportées (Toulouse) ;
- ✓ aéromobilité (hélicoptères à Valence).

Avec d'autres services, la STAT garantit que lorsqu'une capacité ou un équipement est livré, il est opérationnel.

Source : STAT

Trois cycles en cinquante ans

Après l'expression d'un besoin, une équipe génère l'équipement, sous la responsabilité d'un officier de programme de la STAT, son équivalent à la DGA, et son pendant dans le système de soutien. Ce premier cycle de 18 mois à 10 ans permet de concevoir, construire, vérifier et valider un équipement. Celui-ci sera utilisé pendant un second cycle d'environ 30 ans, avant un dernier cycle de un à cinq ans pour le retirer du service et le démanteler.

Au moment de la conception, le rôle de la STAT est déterminant, puisque c'est elle qui exprime le besoin militaire par une série d'exigences (par exemple, la vitesse d'un véhicule ou la capacité de tir d'une arme) en établissant un Document unique de Besoin (DUB), en fait un cahier des charges. Ce travail est réalisé en lien avec l'État-major qui fixe les grandes directives. Puis, une Fiche d'Expression de Besoins (FEB) est établie, qui permet de consulter et démarcher les industriels.

Les prototypes de l'équipement sont alors fabriqués avant d'être testés dans les forces, et de s'assurer par différents essais que le matériel correspond bien à ce qui est attendu.

Ces tests permettent de dresser un Rapport d'Évaluation Technico-opérationnel (RETO) par les officiers de marque et les sous-officiers expérimentateurs qui vérifient que l'ensemble des exigences est réalisé. Ce travail est vérifié par l'officier de programme, qui s'assure par ailleurs que le soutien est bien en place, et les formations prévues.

Alors, le dossier est soumis au chef d'État-major de l'armée de Terre, qui est le seul habilité à établir une autorisation d'emploi ou une mise en service opérationnelle.

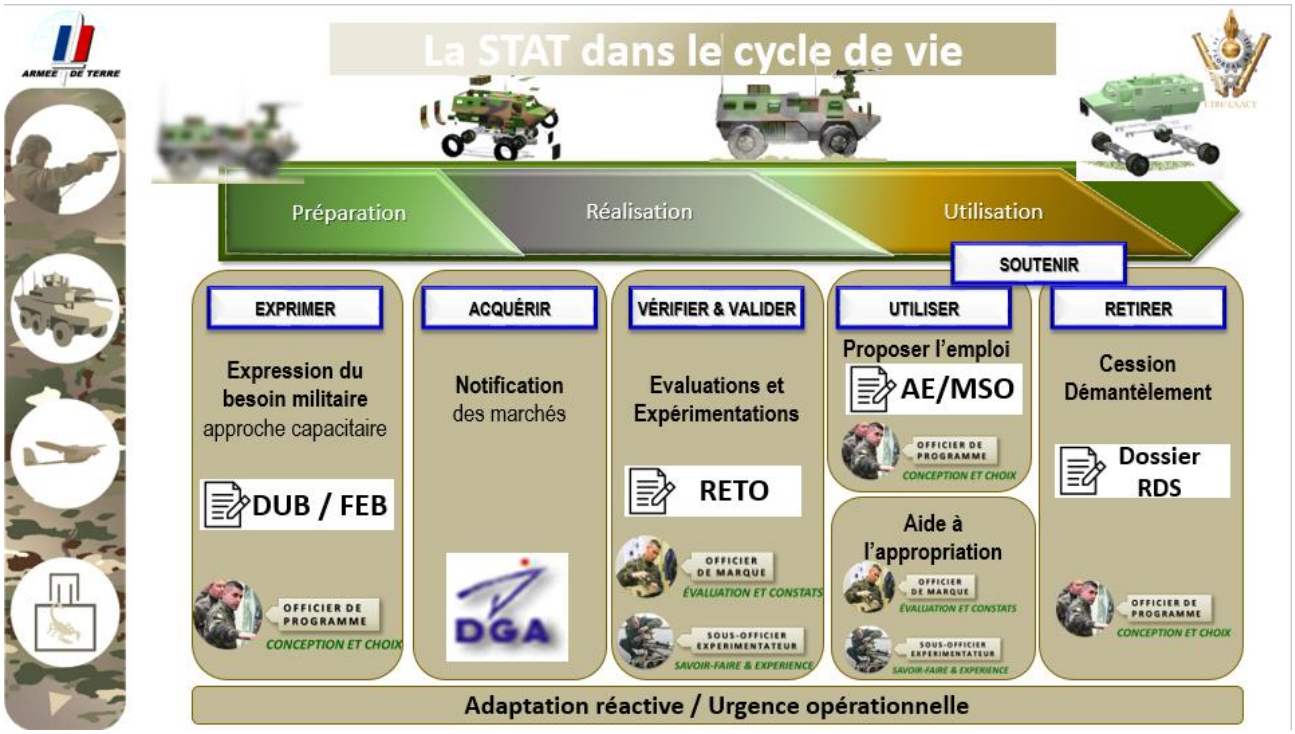
La mission de la STAT ne s'arrête pas là, surtout si la mise en œuvre est très complexe, car elle se rend dans les forces, y compris en opération, pour les aider à bien comprendre l'utilisation de cet équipement. Elle est, par ailleurs, chargée du soutien durant la phase d'utilisation des matériels, qui subissent inévitablement une obsolescence pendant leur durée de vie.

Source : STAT

Un processus d'urgence

La STAT est enfin dotée d'une procédure d'urgence opérationnelle, processus plus court permettant de répondre à un besoin urgent et / ou spécifique pour les forces en opération. Celle-ci permet l'achat de matériel qui ne demande pas d'études, ni de développement complexe, sur une période de 12 à 18 mois dans le but de répondre à un besoin opérationnel particulier.

Entretenir les capacités actuelles, prévoir celles de l'armée de Terre de demain, un ambitieux programme pour de lourdes responsabilités qui se résument dans la devise de la STAT : « Être exact ».



Source : STAT

PCAT 2021 : le nouveau concept d'emploi des forces terrestres

Par le CDT (rc) Alain Broquet

L'évènement « Présentation des capacités de l'armée de Terre (PCAT) 2021 » s'est déroulé, les 6 et 7 octobre dernier sur le site Nexter de Versailles-Satory. Pour illustrer sa transformation, l'armée de Terre a présenté l'ensemble de ses capacités à un public nombreux, dont d'importantes délégations militaires étrangères, des acteurs de la Défense et des auditeurs de l'IHEDN. Quelques réservistes citoyens rattachés au GMP ont pu y assister.

Lors de ces deux journées, introduites par le général d'armée Pierre Schill, CEMAT, sept cents soldats, dont des contingents belges et allemands, une quarantaine de véhicules et aéronefs de dernière génération (incluant drones et engins robotisés) se sont illustrés sur le thème du nouveau concept d'emploi des forces terrestres au travers de démonstrations opérationnelles articulées autour du triptyque « compétition - contestation - affrontement ».

Crédit photo : Alain Broquet – Bruno de Laigue

Reportage PCAT 2021. Cliquez sur l'image

Exercices impressionnants de maîtrise, démontrant que l'armée de Terre poursuit avec efficacité sa transformation afin de répondre aux défis futurs.

In memoriam

Par les CDT (rc) Nathalie Berland et Alain Broquet

Le sergent Maxime Blasco, chasseur du 7e bataillon de chasseurs alpins, est mort pour la France dans l'accomplissement de sa mission au Mali, le 24 septembre 2021. Un dernier hommage national lui a été rendu le 23 septembre sur le pont Alexandre III, puis lors d'une cérémonie aux Invalides présidée par le président de la République, Monsieur Emmanuel Macron, au cours de laquelle il a été fait officier de la Légion d'honneur et élevé au grade de sergent à titre posthume.

Montage graphique A. Broquet

Montage graphique A. Broquet

Nous saluons la mémoire du maréchal des logis Adrien Quélin, un mécanicien de 29 ans du 4e régiment de chasseurs de Gap, mort le mardi 12 octobre de manière accidentelle sur la base de Tombouctou au Mali.

Dossier

Préparer la guerre de demain, quand l'histoire éclaire l'avenir !

Dans un monde en constante évolution quel rôle doit avoir l'Histoire ? Comment peut-elle aider tout chef militaire à mieux anticiper l'avenir, à se projeter dans le futur ? Est-ce le seul moyen qu'il peut avoir pour cela ?

Toutes ces questions sont abordées dans ce dossier. Celui-ci présente l'intérêt d'être en pleine adéquation avec le cycle de conférences de ce quatrième trimestre. La retranscription de celles-ci permettra à chacun de mieux comprendre des sujets complexes et denses : le lien entre l'histoire et les guerres de demain ; la complexité du monde cyber.

Le général de division Pierre-Joseph Givre nous explique comment est organisé le Centre d'enseignement du commandement (CDEC) pour former les chefs de demain. L'expérience du colonel Bruno Yver nous permettra de mieux comprendre le lien entre retours d'expérience (RETEX) et doctrine, base de l'enseignement militaire, par rapport à des conflits nouveaux qui n'ont pas, ou peu, d'histoire. Les récents conflits seront relus sous le prisme historique par le colonel Frédéric Jordan, détenteur de la chaire de tactique au CDEC.

Pour conclure ce dossier, un exemple concret avec la bataille de Diên Biên Phu ou comment composer avec les évolutions de l'adversaire.

Que chacun des contributeurs à ce dossier soit remercié.

Bonne lecture !

CDT (rc) Bruno de Laigue

Collection du château de Versailles

Charles Thévenin - Ulm , 1805 - reddition de l'armée Autrichienne à Napoléon

Crédit photo : DR

Le général de division
Pierre-Joseph Givre

Histoire et pensée militaire

Le directeur du Centre de doctrine et d'enseignement du Commandement de l'armée de Terre a reçu Ad Honores dans le cadre de notre dossier trimestriel. C'est, de ce fait, une occasion de mieux connaitre le CDEC mais aussi d'avoir le point de vue d'un officier général sur le fait historique.

Propos recueillis par le CDT (rc) Bruno de Laigue

Ad Honores : mon général, pouvez-vous nous présenter le Centre de doctrine et d'enseignement du commandement ?

Général de division Pierre-Joseph Givre : Le CDEC est composé de 180 personnels, militaires et civils ; nous sommes rattachés à l'état-major de l'armée de Terre et je suis moi-même sous l'autorité du major général de l'armée de Terre, son numéro 2. J'ai cependant un accès direct au chef d'état major de l'armée de Terre, contribuant par mes contributions, à l'élaboration de sa pensée et de sa vision stratégique.
Le CDEC est un pôle qui, comme l'indique son nom, conçoit la doctrine militaire et l'enseigne via quatre écoles d'officiers dont j'ai la tutelle. Quand on parle de doctrine, il faut comprendre en premier lieu « pensée militaire ».

Qu'entend-on par « pensée militaire » ? C'est avoir le temps d'avance conceptuel et cognitif sur nos ennemis, adversaires et compétiteurs, pour atteindre l'objectif fixé par le chef d'état major de l'armée (CEMA) et le CEMAT, « *gagner la guerre avant la guerre et être en mesure de gagner la guerre si elle se déclenche* », sur l'ensemble du spectre des conflits, y compris dans l'hypothèse d'un engagement majeur.

La doctrine est la déclinaison formalisée de cette pensée qui est enseignée dans quatre écoles : l'École de guerre-Terre, l'Enseignement militaire supérieur scientifique et technique (EMSST), l'École des Officiers de réserve servant en état-major (ORSEM) et enfin, l'École d'État-major. Cette dernière est la seule entité du CDEC qui ne soit pas située à Paris puisqu'elle est sise à Saumur.

On peut, en réalité, comparer le CDEC à un cercle de réflexion institutionnel, « *think tank* », spécialisé sur le sujet des opérations aéroterrestres. C'est le lieu où l'on réfléchit à l'action terrestre, présente et future, mais également où l'on veille à ce que la pensée militaire, une fois validée par le CEMAT, soit traduite et objectivée dans la doctrine pour, *in fine*, être enseignée. Notre force réside dans le fait que nous relions toujours la pensée militaire à la réalité des opérations. Nos penseurs sont aussi des praticiens qui ont commandé des unités de combat et ont participé aux opérations les plus dures.

La question de la liberté de «penser autrement» est essentielle pour anticiper la menace ennemie dont la force principale, pour contourner notre puissance, est la créativité et l'innovation cognitives. Le CDEC et son directeur se doivent d'être des agitateurs d'idées et avoir le courage intellectuel de critiquer les dogmes et les biais institutionnels lorsque c'est nécessaire. En ce sens, je m'inscris dans la lignée du général de division Vincent Desportes, ancien directeur du Centre au début des années 2000, qui a prôné et libéré le débat sur les questions militaires.

Quel est le public des écoles du CDEC ?

Général de division Pierre-Joseph Givre : Le public des écoles du CDEC est composé d'officiers subalternes, d'officiers supérieurs d'active et de réserve. Tous sont appelés à retourner sur le terrain pour commander en opération. Notez qu'à l'École de guerre-Terre nous avons également des auditeurs civils, essentiellement de la même tranche d'âge que les officiers, qui suivent la formation à temps partiel avec les militaires français et étrangers. Faire se rencontrer de jeunes officiers, futurs chefs militaires, et des jeunes civils (qui ont déjà des responsabilités dans le secteur public, privé ou politique ou qui en auront) permet de mieux se connaître, de créer des réseaux durables, gages de compréhension mutuelle – indispensable pour agir ensemble dans le futur.

Les écoles du CDEC sont des établissements d'excellence en termes d'enseignement. Leur attractivité à l'étranger ne se dément pas également, comme l'indique la présence de nombreux officiers originaires de pays de l'OTAN et d'Europe, comme d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Par quelles actions le CDEC sert l'influence de l'armée de Terre ?

Général de division Pierre-Joseph Givre : Par la qualité de ses formations et de ses publications de pensée militaire et doctrinale, permettant de rendre notre armée de Terre attractive tant vis-à-vis de nos alliés que de nos partenaires.

Le CDEC est également l'une des trois références de la pensée militaire occidentale, au côté des Américains et des Britanniques et LA référence francophone. Nous avons, de ce fait, des relations internationales très développées au niveau bilatéral et multilatéral, ce qui est primordial parce que les fondements de l'interopérabilité relèvent d'abord de la connaissance de l'autre et du partage des idées, même si nous ne sommes pas toujours d'accord, notamment avec nos alliés anglo-saxons. Ces différences françaises assumées confèrent à notre pensée militaire une légitimité originale qui nous permet de rayonner, notamment auprès des pays qui recherchent une alternative à une relation stratégique de dépendance à une seule puissance.

Ainsi, depuis le début de cette année, avons-nous eu des échanges avec le Brésil, l'Italie, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, Israël, la Finlande et l'Estonie. En 2022 notre programme de relations internationales s'annonce dense avec des rencontres prévues au Moyen-Orient, en Afrique du nord, en Espagne et aux États-Unis. Nous sommes très ouverts. Ces contacts sont indispensables à la fois pour s'inspirer mutuellement mais également pour renforcer l'interopérabilité entre armées amies par l'échange des idées et le partage des expériences opérationnelles.

En quoi l'histoire est importante dans l'élaboration de la pensée militaire ?

Général de division Pierre-Joseph Givre : La vertu de l'histoire, si l'on sait en tirer les enseignements transposables au temps présent, est d'éclairer l'avenir – lequel peut aussi être abordé selon une autre approche, consistant à regarder le présent, à imaginer le futur et, ensuite, à se prononcer sur des options probables.

En tout état de cause, l'histoire ne permet pas seule d'élaborer une stratégie ; elle permet d'inspirer par l'analyse des facteurs de succès et des erreurs (pourquoi a-t-on échoué à tel moment ? par faiblesse personnelle, mauvaise appréciation de l'adversaire, de ses propres forces, moment non propice pour agir… ?).
L'histoire peut servir de révélateur, d'alerteur.

Le danger de se référer essentiellement à l'histoire, ou à l'expérience passée, est d'enfermer la pensée dans des schémas hors sol car si l'histoire bégaie parfois, elle ne se répète jamais. Comme le disait le général de Gaulle, « *l'action de guerre revêt essentiellement le caractère de la contingence… c'est sur les contingences qu'il faut bâtir l'action* ». Donc, il faut penser à la fois l'histoire mais aussi étudier les contingences, que le caractère incertain, indéfini, rend plus difficile à objectiver.

Comment se déploie la doctrine au niveau opérationnel ?

Général de division Pierre-Joseph Givre : Pour vous répondre le plus concrètement possible, je vais prendre deux exemples.

D'abord la guerre dans les champs immatériels. L'ambition est la suivante : « gagner la guerre avant la guerre, tout en étant apte à s'engager dans un affrontement de haute intensité ». En premier lieu, il s'agit de réaliser un état des lieux de l'existant et du possible. Dans le domaine qui nous intéresse de la guerre électronique, du cyber, de l'influence, il est nécessaire d'évaluer ce que font nos adversaires, nos ennemis, nos partenaires, et ce que nous sommes nous-mêmes en capacité de faire. Sur la base de ce bilan qui identifie nos gisements de progrès, nous lançons des expérimentations « terrain » permettant de tester des technologies, des organisations, des modes d'action innovants en lien avec les Forces. Cette expérimentation se fait « tout azimut », il n'y a pas de limites. En dernier ressort, c'est le CEMAT qui décide de valider telle ou telle option qui, ensuite, sera déclinée dans la doctrine.

Autre exemple avec le programme « Scorpion » dont le *modus vivendi* est identique : nous avons un laboratoire « Scorpion » et une force d'expérimentation. Le laboratoire fixe des objectifs et tire des enseignements ; la force d'expérimentation met en œuvre les nouveaux matériels et les teste. De tous ces essais, nous en concluons des modes opératoires et des organisations idoines qui seront formalisés dans la doctrine, et ensuite diffusés dans les forces et les écoles. Nous travaillons sur les capacités au sens large : tactique, équipements, formation, organisation, entraînement.

Notre travail est évolutif, d'où l'importance des retours d'expérience (RETEX) qui permettent des mises à jour doctrinales régulières et, par voie de conséquence, celles de notre enseignement. Nous sommes en alerte permanente et nous cherchons à éviter de nous laisser influencer par nos biais cognitifs qui pourraient nous détourner d'envisager des options disruptives parce qu'elles ne correspondent pas à notre organisation actuelle ou parce qu'elles remettent en cause les convictions collectives ou nos orientations initiales.

Comment le CDEC s'adapte-t-il à la complexité actuelle ?

Général de division Pierre-Joseph Givre : Le CDEC, au titre de la réflexion prospective et de la formation, investit aujourd'hui résolument dans les champs immatériels, informationnels et cognitifs, qui sont les plus difficiles à cerner, tout en poursuivant l'effort dans les champs physiques.

Nous cherchons à anticiper les changements, les ruptures et à décloisonner la pensée de nos jeunes officiers afin qu'ils gagnent en agilité pour combiner nouvelles technologies et usages, action dans les champs matériels et immatériels, imaginer des modes d'action innovants en se mettant dans la tête de nos adversaires les plus iconoclastes.

En effet les plus grandes réussites et les plus grands succès, qu'ils soient militaires ou civils, sont venus de combinaisons « improbables » entre nouvelles technologies et nouveaux usages : par exemple avec l'internet (réussite technologique militaro-industrielle américaine) et les GAFA qui révolutionnent l'usage de cette technologie en inventant une nouvelle façon d'informer et de communiquer, non institutionnelle, via les réseaux sociaux ; ou encore l'emploi, en 1940, par les Allemands du char couplé à l'aviation d'assaut pour détruire psychologiquement l'ennemi français, et qui deviendra le mythe de la « guerre éclair ».

L'évolution, qu'elle soit technique ou humaine, est intrinsèque à l'humanité ; cette complexité est d'autant plus présente dans le domaine des opérations aéroterrestres que nous interagissons en permanence avec l'humain, les amis, l'ennemi et la population. Malgré le progrès technologique, , comme le disait le sociologue Marcel Mauss « *la guerre est –et demeure– un fait social total* » dont l'humain, dans toute sa subjectivité, est l'acteur central.

Oui, nous vivons dans un monde en mutation accélérée, caractérisé par la complexité. C'est pourquoi nous ne pouvons pas raisonner de manière binaire ; nous avons trop tendance à nous rallier à ce qui est objectif à l'instant « T » et à oublier les zones grises que nous ne parvenons pas à objectiver et, de ce fait, nous les considérons, parfois à tort, et contrairement à nos adversaires, comme secondaires. C'est pourquoi nous devons cultiver notre plasticité cognitive pour être toujours en éveil, plus réceptifs aux changements de paradigmes et pour intégrer les signaux faibles.

Qu'enseignez-vous à vos élèves ?

Général de division Pierre-Joseph Givre : Nous inculquons à nos officiers le côté raisonnable et non binaire des choses.

Ce qui fait la qualité d'un chef militaire ce sont, bien entendu, ses compétences accumulées grâce à la formation, à l'expérience opérationnelle et de commandement, et bien sûr sa personnalité, ses différentes intelligences qu'il faut optimiser, en particulier pour qu'il soit capable d'appréhender la complexité des situations de guerre pour décider malgré l'incertitude.

Ce sont tous ces paramètres qui donneront à l'officier sa liberté d'action lui conférant comme le disait Napoléon, cette fameuse chance, le coup d'œil, décisive pour prendre l'ascendant sur le champ de bataille, quelle que soit sa nature, – informationnelle, cognitive, physique ou autre.

Quelles sont, selon vous, les personnalités militaires qui ont marqué l'histoire militaire ?

Général de division Pierre-Joseph Givre : Beaucoup de personnalités ont marqué l'histoire de nos armées. Je n'en citerai que trois :

Le général de Gaulle qui a pensé le fait militaire et stratégique ; il a beaucoup écrit sur la défense et sur l'armée. C'est aussi un praticien : un tacticien et un stratège dans sa double dimension militaire et politique.

Le général André Beaufre à travers son ouvrage «Introduction à la stratégie» qui ne fait que 80 pages mais qui est extrêmement dense et constitue une référence.

Pierre-Joseph de Bourcet, théoricien de la guerre de montagne, qui a inspiré Napoléon dans son approche audacieuse de la manœuvre en générale, et de celle des feux et de la logistique en particulier, et qui créera la première école d'État-major à Grenoble en 1764.

Comment le réserviste citoyen peut-il être un relais de la pensée militaire ?

Général de division Pierre-Joseph Givre : Le réserviste citoyen a un double rôle : tout d'abord, il doit apporter son mode de pensée, faire valoir ses idées pour contribuer à «décloisonner» et compléter la réflexion des militaires car le monde militaire et le monde civil sont imbriqués, « l'un ne va pas sans l'autre ». Chaque chef militaire doit créer son réseau de réservistes citoyens et l'animer : c'est un bon moyen « d'agiter les idées » au sein de l'Institution et, en retour, de légitimer l'action de l'Institution militaire auprès de nos concitoyens.

Ensuite, le réserviste citoyen doit se faire l'ambassadeur du fait militaire au sein de la société civile pour mieux diffuser l'esprit de défense et montrer aussi que l'armée incarne bien les valeurs de la Nation, dans toute sa diversité, et que cette dernière peut avoir confiance en son bras armé.

Crédit photo : DR
Général de Gaulle, 1942

Crédit photo : DR
Général André Beaufre

Crédit photo : Bruno de Laigue
Pierre-Joseph de Bourcet

Site du CDEC, cliquez sur l'image :

Sources :
https://fr.wikipedia.org/wiki/Marcel_Mauss
https://www.amazon.fr/Introduction-strat%C3%A9gie-G%C3%A9n%C3%A9ral-Andr%C3%A9-Beaufre/dp/2818502993
https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Joseph_de_Bourcet

Crédit photo : DR
Colonel Bruno Yver

RETEX et doctrine militaire

Si l'histoire peut avoir une part importante dans la réflexion stratégique il est indispensable, face aux menaces en constante évolution, de prendre en compte les retours d'expériences (RETEX) afin d'avoir une doctrine la plus à jour possible. Rencontre avec le colonel Yver sur ce sujet.

Propos recueillis par le CDT (rc) Bruno de Laigue

Ad Honores : qui êtes-vous mon colonel ?

Colonel Bruno Yver : Je suis le chef du centre Terre pour le partenariat militaire opérationnel.

Je suis officier des troupes de marine que j'ai choisies pour le service outre-mer. Ma carrière m'a ainsi donné l'occasion d'être affecté quatre fois en dehors de la métropole, deux fois en Martinique et deux fois en Afrique (Djibouti et Côte d'Ivoire).

J'ai notamment commandé le 33e régiment d'infanterie de marine à Fort-de-France et été chef d'État-major des forces françaises en Côte d'Ivoire.

En quoi consiste votre mission actuellement ?

Colonel Bruno Yver : La mission du centre Terre pour le partenariat militaire opérationnel est de garantir que l'armée de Terre est prête à remplir ce type de missions. Celles-ci consistent en des actions de nature très variées (conseil, formation, entraînement et même combat) avec nos pays partenaires, en particulier en Afrique et au Proche et Moyen Orient.

Pour cela, le centre assure des formations pour qualifier des cadres de tous niveaux, chefs tactiques dans les régiments, officier d'État-major et conseiller de haut niveau. Nous organisons également la préparation opérationnelle au partenariat militaire. L'objectif est d'entraîner nos unités avant qu'elles ne soient engagées dans ces missions. C'est ainsi que, avant de partir pour le Sahel où l'opération Barkhane met en œuvre de nombreuses actions de partenariat militaire opérationnel, les officiers supérieurs effectuent chez nous, à l'École militaire, une mise en condition finale sous forme d'un séminaire où leur sont présentés la situation, l'environnement et les clefs pour réussir leurs missions dans les meilleures conditions.

Par ailleurs, les futurs groupements tactiques s'entraînent sur le terrain, à Canjuers, au 1er Régiment de chasseurs d'Afrique, à mener des actions avec nos partenaires qui sont « joués » par d'autres unités.

Mais former et entraîner ne sont rien si on ne s'appuie pas sur un socle théorique que le Centre développe à partir de ses réflexions et de l'étude du retour d'expérience. C'est le deuxième volet de notre mission qui passe aussi par un suivi de tout ce qui se fait dans notre domaine de compétences.

Celui-ci est en effet une source essentielle pour ne jamais cesser d'enrichir nos connaissances et d'améliorer notre façon de faire.

Quelles ont été vos expériences passées ?

Colonel Bruno Yver : Mon expérience dans le partenariat militaire opérationnel me vient de mes affectations en dehors de la métropole.

En Martinique, nous avions de nombreux échanges avec les pays de la région, des îles des Caraïbes aux pays d'Amérique centrale.

C'est, cependant, en Côte d'Ivoire que mon expérience a été la plus riche. Le partenariat avec les forces armées locales est, en effet, très dense. C'est ainsi que nous avons accompagné la montée en puissance du bataillon qui a été depuis déployé au Mali en mission de maintien de la paix au sein de l'ONU mais aussi participé à entretenir les capacités parachutistes du bataillon para ivoirien et partagé nos savoir-faire en matière de lutte contre les groupes armés terroristes qui menacent désormais tous les pays de la région.

L'opération Barkhane est une mission menée au Mali pour laquelle il y a peu d'antécédents. Face à de telles situations, existe-t-il une doctrine spécifique ?

Colonel Bruno Yver : Dès l'opération Serval, les troupes françaises ont mis en œuvre des actions de partenariat militaire opérationnel.
Mais celles-ci se sont densifiées au fur et à mesure pour devenir aujourd'hui prépondérantes dans l'opération Barkhane.

Nous trouvons aujourd'hui au Sahel l'ensemble du spectre du partenariat militaire, de l'action des coopérants qui servent au sein des armées locales au combat commun en passant par des actions de formation dans de très nombreux domaines. Tout cela vise à gagner en efficacité sur le terrain, par exemple en multipliant le volume de troupes déployées en opération grâce à l'apport des armées partenaires, mais aussi à renforcer les structures et à aguerrir ces armées pour qu'elles puissent vaincre cette menace.

Nous n'avions jamais connu une telle densité de partenariat militaire. Notre doctrine a donc dû s'adapter. Nous sommes ainsi passés de l'assistance militaire au partenariat militaire. Cette évolution dans la sémantique traduit très bien une nouvelle approche qui se veut davantage un échange avec des relations plus équilibrées.

Nos modes d'actions évoluent finalement sous une double influence, du terrain avec le retour d'expérience évoqué plus haut, et des études qui nous ont permis, en puisant dans l'histoire et dans nos réflexions, de théoriser quelques concepts.

Il n'existe donc pas une doctrine spécifique pour Barkhane mais un engagement de cette ampleur fait nécessairement évoluer nos façons de faire, au moins dans le domaine qui nous concerne.

Comment la faites-vous évoluer et de quelle manière la diffusez-vous auprès des forces de commandement ?

Colonel Bruno Yver : Le partenariat militaire est actuellement un exemple assez illustratif du cycle doctrinal.
Celui-ci se nourrit, on l'a vu, d'expériences, y compris historiques, et d'études, y compris conceptuelles. Les méthodes qui en découlent sont enseignées et diffusées par la formation et l'entraînement. Pour autant, elles n'enferment pas le chef dans un schéma de pensée figé : la doctrine est une référence commune, un guide et une source d'inspiration mais pas un traité juridique. Chaque chef adapte donc ses modes d'action à la situation du moment.

Après l'action, sont rédigés des comptes rendus de fin de mission que nous étudions et dont nous tirons ce fameux retour d'expérience. Le cycle peut alors recommencer. Et sur un sujet aussi évolutif que le partenariat militaire actuellement, il ne s'arrête pas et permet ainsi à nos unités de progresser sans cesse.
Il faut cependant veiller à ce que nos éléments de doctrine ne soient pas volatiles. Il y a donc, dans ce cycle, un travail important pour discerner ce qui est conjoncturel de ce qui est pérenne et qui nécessite du recul.

Crédit photo : DR

RETEX sur le site du CDEC, cliquez sur l'image :

Crédit photo : DR

Histoire et conflits récents

Titulaire de la chaire de tactique générale et d'histoire militaire, le colonel Frédéric Jordan porte un regard acéré sur les récents conflits, au niveau national mais également sur des théâtres d'opérations extérieurs, à travers le prisme de l'histoire. Rencontre…

Propos recueillis par le CDT (rc) Bruno de Laigue

Ad Honores : Quels sont les deux ou trois historiens qui ont marqué la pensée militaire hexagonale ?

Colonel Frédéric Jordan : Tout d'abord la pensée militaire française regroupe la stratégie mais aussi la manière de concevoir les opérations et de conduire les manœuvres au niveau tactique.

Pour répondre à votre question, me vient à l'esprit un trinôme : celui qui a mis en place l'École supérieure de guerre après l'échec de 1870.

D'abord le général Lewal qui a créé en 1876 l'École supérieure de guerre et en a été le premier directeur. Il avait alors compris de s'inspirer de l'histoire récente, c'est-à-dire les combats de la guerre de 1870, mais aussi de l'histoire napoléonienne. Pour lui, cela devait aider à former les officiers d'État-major ayant suffisamment de discernement et compris l'intérêt d'étudier ces victoires, ou ces défaites, et leurs manœuvres pour les faire évoluer en fonction des progrès techniques de l'époque.

Crédit photo : Eugène Ernest Appert

Le général Jules Lewal, ministre de la guerre

Le général Lewal s'est appuyé sur deux de ses officiers qui lui ont succédé : le colonel Maillard et le général Bonnal. Ce dernier en particulier a mis l'accent sur l'étude des campagnes de Napoléon et l'a imposée dans la formation des élèves aux Cours supérieurs de guerre, fin XIX^{ème}, début XX^{ème}.

On peut également citer des personnes comme Gaston Bouthoul qui feront une étude scientifique de la guerre ; qu'est-ce qui explique qu'un conflit soit engagé ? Comment ont-ils été conduits ? Quels sont les liens géopolitiques, techniques ? Quelle est la formation des armées et des militaires ?

Une personne, enfin, qui a eu vraiment une grande influence dans ce domaine, c'est un professeur aux cours interarmées de défense puis à l'École de guerre quand elle a été recréée sous ce terme : il s'agit d'Hervé Coutau-Bégarie. C'est un historien qui a conceptualisé et synthétisé la pensée stratégique française. Tous ses prédécesseurs qui ont voulu développer l'histoire militaire pour la réflexion opérationnelle étaient battus en brèche par les partisans de la guerre offensive à outrance en oubliant, finalement, que la manœuvre - telle que Napoléon la concevait - devait permettre d'abord de vaincre l'adversaire de manière plus rapide et, ensuite, d'éviter des pertes humaines trop importantes.

Ces réflexions historiques sont toujours utiles, c'est ce que je mets en avant dans mon travail à la chaire de tactique générale et d'histoire militaire avec les stagiaires de l'École de guerre-Terre notamment, mais également avec les États-majors à travers des vignettes tactico-historiques.

A partir de cas concrets de combats passés, il est possible de faire émerger l'importance de trois principes de la guerre : liberté d'action, concentration des efforts, économie des forces.
Quelles que soient les époques, ce sont des invariants même si les moyens techniques dont on dispose évoluent.

La liberté d'action est toujours valable mais ce concept n'est pas le même qu'en 1914. Ainsi, aujourd'hui, ce peut être de se préserver d'une menace de drone, protéger ses systèmes de communication. En 1914,

c'était de se couvrir face à un adversaire qui pouvait me contourner ; quand sont apparus les chars, de la même manière, ce principe a évolué.

La concentration des efforts d'aujourd'hui n'est pas forcément une concentration de moyens mais la capacité à faire converger sur des objectifs, des cibles et des vulnérabilités de l'adversaire, des moyens de guerre électroniques, de feu dans la profondeur et, également, d'influence.

Comment expliqueriez-vous l'erreur stratégique des généraux en 1939 qui a eu pour conséquence la défaite de 1940 ?

Colonel Frédéric Jordan : Relire l'histoire, c'est faire ressortir ces principes mais également les facteurs de succès et de comprendre ce qui n'a pas fonctionné.

Pour répondre au mieux à votre question, je prends un exemple : nous faisons travailler les stagiaires soit en étude historique sur le terrain, directement sur le théâtre d'opérations, soit en travaux dirigés sur la bataille d'Abbeville de 1940. Les alliés français et britanniques vont concentrer 527 chars face à une brigade d'infanterie allemande, finalement assez moyenne.

Crédit photo : DR

La bataille d'Abbeville

Notez bien que pour la majorité des gens nous avons perdu la guerre de 40 parce que nous n'avions pas de chars et donc aucune capacité de puissance.

Cet exemple démontre le contraire : Français et Britanniques ont une véritable puissance de chars pour faire face à des Allemands tenant une tête de pont à Abbeville avec quelques moyens d'infanterie sans aucun char, ni de supériorité aérienne – tout comme pour les Français et les Anglais sur ce dernier point.

Pendant une semaine, les combats se succèdent sur cette tête de pont allemande et les assauts franco-britanniques échouent ; ils perdent 250 chars en une semaine et n'arrivent pas à percer. Sur le papier, Français et Britanniques ont tous les outils en mains pour réussir à Abbeville ce que les Allemands sont parvenus à faire à Sedan, pendant la campagne de France.

Pourquoi n'y arrivons-nous pas ?

C'est plus compliqué qu'il n'y paraît, et c'est ce que, moi, j'ai appelé, notamment dans le précis de tactique générale, « la bonne formule ». Quelle tactique, ou stratégie, devons-nous avoir si, finalement, nous n'avons pas une organisation et des équipements adaptés à l'époque. Organisation des postes de commandement, organisation des unités et des équipements doivent vraiment être en phase avec l'époque. Si nous n'avons pas un entraînement et une doctrine réaliste adéquates avec ces évolutions de progrès, s'il manque un des éléments de cette formule tactique, cela ne pourra pas fonctionner.

C'est ce qui s'est passé à Abbeville : certes nous avions des chars mais étaient-ils parfaitement adaptés aux combats de haute intensité du moment ?

Nous n'avions surtout pas la doctrine pour les employer correctement : nous avons considéré que les chars étaient, comme en 1918, des moyens pour aider l'infanterie ; nous sommes restés sur les schémas de victoire de 1918. Voilà un biais très dangereux de considérer que notre supériorité acquise lors d'un conflit précédent est toujours garante de notre supériorité quelques années plus tard ; c'est mortel de ne pas la faire évoluer.

À chaque fois que l'on a voulu faire évoluer la doctrine pendant l'entre-deux guerres pour considérer le char comme autonome, nous nous sommes heurtés à des blocages d'ordre organique, des « guerres de chapelles ». Du coup, les fantassins français qui accompagnaient les chars à Abbeville ne les ont découverts qu'à ce moment-là. Ils ne s'étaient jamais entrainés avec ces chars ; ils ne savaient donc pas comment travailler avec des chars, comment communiquer avec leurs occupants. Ils ne savaient pas ce qu'ils étaient capables de faire ou pas.

De la même façon en ce qui concerne le commandement : aujourd'hui il y a des groupements interarmes avec un chef qui est désigné entraînant, de fait, une unicité du commandement.
À Abbeville, les chars gardaient leur propre commandement et l'infanterie qui l'accompagnait restait sous le commandement du fantassin. Il y avait donc forcément une dichotomie.

L'artillerie était aussi restée en emploi et non pas en conduite face à des objectifs qui se dévoileraient. Les entrainements se faisaient à l'époque sur des objectifs pas vraiment reconnus ; des tirs de barrage, des tirs roulants mais qui, à ce moment-là, n'avaient plus d'utilité.

Les moyens antichars n'ont pas été envisagés alors que les Allemands ont tenu compte de leurs expériences négatives de la première guerre mondiale et ont développé, de ce fait, des armes anti-char qui feront des ravages à Abbeville.

Vous le voyez : les blocages ont été nombreux. Sans parler de chefs qui refusent d'évoluer ou, parfois et de manière surprenante, d'officiers généraux qui ont produit d'excellentes analyses tactiques et, quand ils se retrouvent aux affaires en 1940, sont de mauvais praticiens. Je pense par exemple au général Marie-Robert Altmayer qui ne met pas en pratique ce qu'il a écrit en 1934 dans un remarquable précis de tactique militaire. Probablement est-ce lié à la pression de la hiérarchie, des évènements, à la peur d'innover ou parce que l'organisation qu'il a sous son commandement n'est pas adaptée pour appliquer ce qu'il a pensé.

La défaite de 40 est, certes, le résultat d'une erreur stratégique mais les gens étaient-ils préparés au choc qu'ils allaient subir par les Allemands ? Les « Stuka », même s'ils n'étaient pas très précis, avaient un véritable impact psychologique…

« Il y a d'abord la nécessité culturelle d'apprendre l'autre »

Et puis reconnaissons le manque de souplesse des organisations : la subsidiarité n'existait pas !
Ainsi, par exemple, peu avant l'attaque de 1940, près de Sedan, un capitaine a des canons anti-char et il se rend que ses équipes de pièces n'ont jamais tiré un vrai obus.
Sans en demander l'autorisation, le capitaine, qui trouve une carrière à côté de Sedan, fait tirer quelques obus à ses équipes de pièces pour les entraîner ; il est sanctionné.
Autre exemple : deux ou trois jours avant cet épisode, devant des maisons fortes situées de l'autre côté de la Meuse, censées être des points d'alerte dans les bois entourés de mines antichars, l'ordre est donné de retirer les mines pour les regraisser avant l'hiver !

Pour conclure sur cette question, nous sommes alors dans un système permettant de dire que la défaite de 40 est plus profonde que la simple erreur stratégique. C'est tout un système un peu routinier, technocratique, qui entraîne un manque d'initiatives, contrairement aux Allemands qui ont beaucoup évolué de leur côté, en particulier en produisant la « Auftrags taktik » donnant de la subsidiarité aux hommes et aux échelons subordonnés, ce que l'on appelle aujourd'hui l'effet majeur, c'est-à-dire faire primer l'esprit à la lettre de la mission.

Quel enseignement majeur retire-t-on du passé pour préparer les engagements futurs, en particulier face aux nouvelles technologies ?

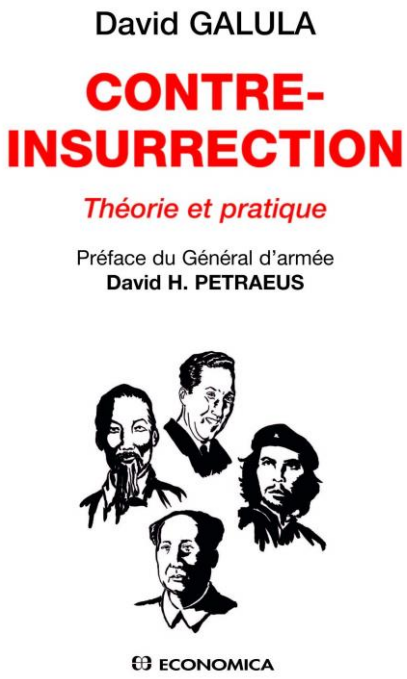
Colonel Frédéric Jordan : Les guerres ont toujours eu, comme on dit aujourd'hui, une part d'hybridité. Dans tout conflit, il y a forcément une part conventionnelle ; il y aura probablement des combats, des duels d'artillerie mais ils ne seront pas tout à fait identiques. L'idée est d'observer ce qui se passe car l'évolution se fait par paliers successifs ; c'est ce qu'on essaye de faire lorsqu'on observe ce qui se passe au Donbass ou au Karabagh ou, en ce moment, dans le Tigré en Ethiopie. Nous étudions ces guerres et constatons l'utilisation de nouvelles technologies comme des drones ou des munitions dites « rodeuses » qui explosent à l'impact, autant sur les théâtres d'opération que sur les bases arrière. Les forces Azéries pendant le conflit du Haut-Karabagh filmèrent ces attaques de drones attaquant des convois de soldats arméniens. Diffusé sur les réseaux sociaux, cela créait une certaine terreur auprès des familles de soldats ayant, inévitablement, un fort impact psychologique. Toutes ces actions sont étudiées afin de nous permettre de trouver les contre-mesures adéquates. Nous devons développer nos capacités anti-drones, aussi bien au niveau central qu'opérationnel. Nous savons aussi que la propagande a, et aura, un rôle primordial. Au Donbass, par exemple, de nombreux messages étaient envoyés aux soldats pour les démoraliser ou les intoxiquer. Comment s'en préserver et s'en protéger ? Nous travaillons au niveau interarmes et développons des moyens interarmées pour ériger des lignes défensives dans ce domaine.
A partir de ces observations, à la fois liées à l'histoire mais aussi aux évolutions technologiques, nous pouvons, dans une moindre mesure, voir ce qui va se passer demain et préparer des outils soit pour contrer ces armes soit, au contraire, développer nous-même ce type d'armement et garder ainsi un certain ascendant sur l'adversaire.

C'est parfois très difficile mais, finalement, avec du recul, nous constatons que les fondamentaux restent ; certes l'incertitude est aujourd'hui créée par les nouvelles technologies mais autrefois celle-ci était le fruit des forces spéciales travaillant dans la profondeur ou des parachutistes largués le 6 juin 44. La différence

réside dans le fait qu'il s'agissait d'interventions humaines.
Les moyens blindés seront toujours utilisés à un moment donné pour gagner en mobilité, manœuvrer et surprendre l'adversaire sur ses arrières ; l'artillerie aura toujours le même rôle : frapper des objectifs, avoir un impact chirurgical ou de forte brutalité pour détruire une position ou toucher les forces morales de l'ennemi.

Comment comprendre que les échecs des forces alliées en Somalie et en Irak n'aient pas servi lors de la guerre en Afghanistan ?

Colonel Frédéric Jordan : Il y a d'abord la nécessité culturelle d'apprendre l'autre. C'est quelque chose que l'on essaie de développer ; d'ailleurs le prochain colloque de la pensée militaire aura pour thème « *de l'autre côté du miroir, faire la guerre autrement* » : l'ennemi n'est pas un autre nous-même. Voilà une des faiblesses des Occidentaux que de penser que l'ennemi va penser comme nous et qu'il va agir selon les mêmes concepts. Il est impératif de faire l'effort de comprendre l'adversaire. Mais il y a toujours ce biais de la supériorité technologique, apanage des années 80, qui est de tenter à considérer que, grâce à la technologie, nos armées auraient la supériorité sur n'importe quel adversaire et qu'on l'écraserait.
Ensuite, il y a probablement un biais politique, dépassant les armées, qui est de considérer que les Occidentaux apporteraient quelque chose de meilleur permettant, ainsi, de légitimer une intervention.
Malgré cela, les Américains ont beaucoup appris, y compris en Irak dans la période 2003 – 2011. Ils ont beaucoup évolué avec des gens comme le général David Petraeus qui ont relu des penseurs français ayant combattu en Indochine et en Algérie (cf. David Galula par exemple). Ils s'en sont inspirés et, finalement, ont pris l'ascendant sur les différentes insurrections rencontrées (d'abord avec les sunnites puis les chiites).
Dans la guerre, les militaires jouent un rôle important ; il y a des victoires américaines en Somalie ou même françaises en Irak… Mais, si elles ne sont pas accompagnées d'une vision plus politique pour développer la gouvernance, l'économie, les structures alors la victoire n'est pas totale. C'est cela qui fait le terreau des insurgés, des terroristes ou des groupes qui s'opposent aux forces militaires.



Au Mali, par exemple, les armées locales sont très bien accompagnées et elles ont des résultats. Seulement il n'y a pas de véritable développement (écoles, économie, infrastructures…), d'éradication du chômage etc. : de ce fait, ce ne sont, malheureusement, que des demi-victoires.

Je l'ai vécu en Irak : nous avons vaincu Daech mais il y a des zones au bord de l'Euphrate sans électricité ; la problématique entre chiites et sunnites, entraînant une défiance des uns sur les autres, n'est toujours pas réglée ; ni la question kurde ou l'influence de l'Iran sur l'Irak – sans parler de la corruption endémique dans le pays. Ce n'est pas aux armées de résoudre ces questions. C'est pourquoi la victoire militaire doit être accompagnée d'un développement de la gouvernance et de l'économie : il est indispensable d'avoir une approche globale.
Trop souvent on considère qu'une fois l'adversaire vaincu militairement, la mission est terminée et que tout est acquis.

Comment évoluer face à ces nouveaux théâtres d'opérations ?

Colonel Frédéric Jordan : L'inertie dans une structure est dangereuse car elle n'évolue pas et ne se transforme pas, ce qui peut être mortel. Les raisons de cette inertie sont variées : les personnes à la tête de l'armée sont persuadées d'avoir la solution ; parce que toute évolution à un coût financier ; c'est également compliqué de transformer une armée et ses modes d'actions.

La guerre est un art dit-on. Adage qui se vérifie à condition de faire abstraction des évolutions chez l'ennemi. Car ce dernier bouge ; il comprend nos tactiques ; il apprend de ses échecs.

Par exemple, les Chinois ont été sidérés par la capacité qu'a eue la coalition internationale en 1991 à vaincre Saddam Hussein avec une telle rapidité lors de « *tempête du désert* » ; ils ont même été un peu apeurés. Les Chinois se sont alors dit « *nous devons faire quelque chose* », d'autant que Saddam Hussein avait beaucoup d'équipements chinois… Ils ont réfléchi et ont fini par développer leurs capacités dites A2 / AD « anti-access / air denial », c'est-à-dire « déni d'accès et interdiction aérienne ». L'objectif étant d'empêcher un adversaire, quel qu'il soit, d'aborder le territoire chinois et de pouvoir déployer ses forces. Les moyens sont nombreux : contrôle des navires, frappes

dans la profondeur avec les forces spéciales, gêne de l'adversaire dans sa capacité à acquérir du renseignement et à ses avions de survoler l'espace aérien chinois. Pour ce dernier point, notez que c'était la force des Occidentaux jusqu'à ces dernières années d'avoir la suprématie aérienne et de verrouiller l'espace aérien pour éviter que les avions ne viennent frapper comme ils l'ont fait en 91 mais aussi au Kosovo en 99. Les Chinois se sont inspirés de ce qu'ils observaient.

Daech aussi a fait preuve de beaucoup d'agilité : ils ont très vite compris qu'ils étaient écoutés, qu'ils pouvaient être détectés ; du coup ils sont revenus à des moyens plus simples avec des soldats qui, comme nous le disons dans notre jargon, se « désilhouettaient » pour être plus discrets, avoir moins de rayonnement électromagnétique. Ils ont beaucoup appris mais nos institutions militaires également.

En 20 ans (début de l'Afghanistan) l'ennemi s'est adapté et s'est transformé. Tout comme les Talibans : ceux de 2021 ne sont pas ceux de 2001 ! Ils ont même leurs propres forces spéciales équipées à l'occidentale avec des moyens de vision nocturne, des techniques et des modes d'action qu'ils ont appris.

Dans un tel contexte, quel est le rôle du Centre de Doctrine et d'Enseignement du Commandement ?

Colonel Frédéric Jordan : Le rôle du CDEC est bien d'animer la pensée militaire, au moins en ce qui concerne l'armée de Terre pour, précisément, éviter d'être surpris.

Nous avons initié une mécanique et une dynamique intéressantes car nous faisons appel à des intervenants très différents ; nous réfléchissons sur les conflits récents ; nous observons les évolutions technologiques, y compris la haute technologie comme l'intelligence artificielle et le big data, de façon à ne pas être surpris et, comme disait l'historien Marc Bloch, ne pas subir « *une étrange défaite* ».
Cette agilité permet de lier l'humain à la technologie, en constante évolution.

Cependant il faut toujours être capable de trouver des moyens alternatifs, de travailler autrement.

Aujourd'hui il est possible de faire tirer un canon Caesar juste avec le système ATLAS ; le chef de pièce appuie sur un bouton permettant au canon de pointer automatiquement l'objectif à atteindre en fonction d'informations données par un PC qui est à 100 km.

Lorsque j'étais chef de corps, je disais toujours à mes hommes : « *ATLAS ne fonctionne plus ; vous devez faire les calculs au niveau du PC de la batterie avec les moyens cartographiques et graphiques afin que les chefs de pièce puissent entrer manuellement tous les éléments de tir.* »
Cela prend forcément un peu plus de temps mais c'est une des conditions pour ne pas se laisser surprendre !

Dessin libre de droit

A Diên Biên Phu, avait-on bien relu l'histoire ?

Par le LCL (rc) Frédéric Rignault

Au petit jour du 20 novembre 1953, les hommes du 6e bataillon de parachutistes coloniaux (BPC) de Bigeard et ceux du deuxième bataillon du 1er régiment de chasseurs parachutistes (RCP) de Bréchignac, sautent à proximité de la vallée de Diên Biên Phu, tenue par un détachement du Vietminh, l'organisation militaire du Parti communiste vietnamien. L'accrochage est bref et les paras occupent rapidement le terrain.

Mais que viennent-ils faire, ces parachutistes, dans cette vallée dont on peut se demander, au premier abord, l'intérêt tactique ? Diên Biên Phu est située dans l'extrême nord-ouest de l'actuel Vietnam, à la frontière du Laos. La région est montagneuse et difficilement accessible. C'est là que l'on trouve les plus hauts sommets du pays. C'est là aussi que sont installés les Thaïs noirs (Tai Dam).

Depuis plus d'une année, le général de Linares, commandant les forces françaises au Tonkin, cherche à bloquer l'avancée des troupes ennemies vers le Laos, alors allié de la France. Le commandement militaire français s'appuie sur la stratégie employée par les « Chindits » : une unité militaire britannique qui opérait en Birmanie pendant la Seconde Guerre mondiale. Le principe ? Créer une enclave dans la jungle, au milieu du territoire ennemi, y installer une base opérationnelle, solidement retranchée, renforcée par des points d'appui fortifiés pour attirer un maximum d'ennemis et opérer vers l'extérieur grâce à des commandos, parfaitement formés. Cette tactique (dite du « camp-hérisson ») a déjà réussi aux Français : au cours de la bataille de Na San, en octobre et novembre 1952, un premier camp retranché a été installé et le colonel Gilles a battu les soldats du Vietminh, leur infligeant des pertes d'environ 5.000 hommes contre quelques dizaines de tués du côté de l'Union française.

Cette tactique est devenue la norme. Les soldats du CEFEO (Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient) sont confiants. L'État-major l'a promis.

Crédit Photo : ECPAD

A Diên Biên Phu : le commandant Botella, le commandant Bigeard, le capitaine Tourret, le colonel Langlais, le lieutenant-colonel de Seguin Pazzis.

Certains pourtant s'interrogent : Diên Biên Phu est une longue plaine (17 kilomètres !) en forme de cuvette Sa largeur varie de 5 à 7 kilomètres. Elle est couverte de rizières, de champs et une rivière, la Nam Youn, la traverse. Un petit village, du même nom que la vallée s'y trouve, de même qu'une ancienne piste d'atterrissage. Sa construction a été réalisée par les Japonais au cours de la Seconde Guerre mondiale. Comment contenir l'ennemi si par malheur il venait à mobiliser d'importantes quantités de matériels et d'hommes ? Les attirer soit ! Être submergé serait une toute autre histoire…

Au cours des jours qui suivent ce 20 novembre, des milliers de soldats du CEFEO sont largués sur Diên Biên Phu : le 1er BPC du chef de bataillon Souquet, le 1er bataillon étranger de parachutistes (1er BEP) du chef de bataillon Guiraud, le 8e bataillon de parachutistes de choc (8e BPC) du capitaine Tourret et le 5e bataillon de parachutistes vietnamiens (5e BPVN) du chef de bataillon Bouvery. Des quantités d'armes, de munitions, de matériels sont également acheminées, y compris un bulldozer qui va permettre la remise en marche de la piste d'aviation.

Puis des unités d'infanterie prennent pied dans la vallée. On y croise des légionnaires, des coloniaux, des supplétifs (unités d'autochtones engagées dans le CefEO), le service de santé, celui du renseignement, les transmissions…

Photo domaine public

On construit des casemates, des emplacements de combats. Les points d'appui sont fortifiés. Le commandement, emmené par le colonel de Castries, les baptise de prénoms féminins : Huguette, Dominique (et sa plus haute position : Dominique 2), Claudine, Eliane, Béatrice, Gabrielle, Anne-Marie. A 5 kilomètres du dispositif principal, se situe le point d'appui Isabelle. Plus tard, des avions déchargent des batteries d'artillerie et des chars ! La vallée tranquille de Diên Biên Phu a été transformée en un camp militaire de plus de 10.000 hommes ! Le Colonel Piroth, responsable de l'artillerie au sein du GONO (Groupement Opérationnel du Nord-Ouest) a pris un engagement : « Pas un seul obus vietminh ne tombera sur le camp de Diên Biên Phu ».

Le général vietnamien Giap sait cela. Il sait tout ce qui se passe dans le camp : « « Nous étions si loin de nos bases, à 500 ou 600 kilomètres et ne pouvions pas ravitailler une armée sur le champ de bataille au-delà de 100 kilomètres et seulement pendant 20 jours. Or, nous avons ouvert des pistes, mobilisé 260 000 porteurs, des milliers utilisant des vélos fabriqués à Saint-Étienne que nous avions bricolés pour pouvoir porter des charges de 250 kg. Pour l'État-major français, il était impossible que nous puissions hisser de l'artillerie sur les hauteurs dominant la cuvette de Diên Biên Phu et tirer à vue. Or, nous avons démonté les canons pour les transporter pièce par pièce dans des caches creusées à flanc de montagne et à l'insu de l'ennemi. Navarre avait relevé que nous n'avions jamais combattu en plein jour et en rase campagne. Il avait raison. Mais nous avons creusé 45 km de tranchées de sapes de communications qui, jour après jour, ont grignoté les mamelons ».

Le 13 mars 1954, à 17h15, une pluie d'obus s'abat sur le point d'appui Béatrice, tenu par les légionnaires du lieutenant-colonel Gaucher. Les Français s'attendaient à cette attaque grâce au service du renseignement, mais la puissance de feu des soldats communistes est totale ! En quelques heures, après ce bombardement intense et les assauts répétés des fantassins ennemis, Béatrice tombe. Gaucher et ses hommes sont tués. Deux jours plus tard, c'est autour du point d'appui Gabrielle de tomber… En voyant cela, le colonel Piroth met fin à ses jours à l'aide d'une grenade qu'il s'applique sur le ventre.

Après un temps d'accalmie, le général Giap ordonne le bombardement et l'assaut de cinq points d'appui. Les soldats du CefEO se battent héroïquement, bien souvent au corps à corps. Les points de résistance français tiennent mais aux prix de pertes effroyables. Qui plus est, les canons du Vietminh arrosent la piste d'aviation qui, de toute façon, avait déjà du mal à fonctionner du fait du brouillard dû à la mousson… Et les attaques continuent jusqu'à l'assaut final du 7 mai 1954. Le colonel de Castries, devenu général entre temps, reçoit les ordres de son supérieur, le général Navarre : « Ce que vous avez fait est trop beau. Pas de drapeau blanc. ». Il y aura un arrêt du feu, mais pas question de se rendre. Des dizaines de milliers de soldats vietnamiens envahissent ce qu'il reste du camp retranché de Diên Biên Phu. Le CefEO déplore la mort de 2.293 soldats et compte plus de 5.000 blessés. 11.721 sont prisonniers. Ils le resteront seulement pendant quelques mois, mais les conditions atroces, inhumaines, dans lesquelles ils seront traités, entraîneront la disparition de plus des deux tiers. Du côté du Vietminh, les pertes sont estimées entre deux et trois fois plus, mais, comme disait Ho Chi Minh à Leclerc dès 1946 : « On vous tue un soldat. Vous en tuez dix. Nous sommes gagnants. On en tue dix, vous nous en tuez cent. Nous sommes encore gagnants ! ».

Le « camp-hérisson » n'a pas fonctionné. Le général Giap reconnait que le commandement du CefEO avait choisi une bonne tactique, mais avait grandement sous-estimé les capacités de réactions du Vietminh.

Sources :
Georges Fleury, La Guerre en Indochine, Perrin.
Recherches dans les archives des Bulletins de l'Ecole française d'Extrême-Orient d'archéologie.
Encyclopédie en ligne Wikipédia.
Lucien Bodard, La Guerre d'Indochine, Grasset.
Jacques Chancel, La nuit attendra, Flammarion.
Archives du journal Paris Match : www.parismatch.com.
Site Internet du Souvenir Français d'Asie et de Chine : www.souvenir-francais-asie.com

Le séminaire de rentrée

Par le CDT Christophe Cazorla

Le vendredi 24 septembre, 90 réservistes citoyens terre se sont retrouvés sur le site de Versailles-Satory à la STAT (Section Technique de l'Armée de Terre) pour leur séminaire de rentrée du cycle 2021-2022.

Après une information générale sur les grandes missions de la STAT (cf. page 9) présentée par le colonel MARY, sous-directeur de l'entité, un café d'accueil a permis aux réservistes citoyens, se retrouvant après la trêve estivale, d'échanger.

À l'issue, les réservistes se sont rendus par groupes sur cinq ateliers de présentation des matériels de l'armée de Terre.

En fin de matinée, le Gouverneur militaire de Paris a remercié chacun pour son implication au sein de la réserve citoyenne en rappelant les moments importants de l'année écoulée : opération de don du sang, tournoi de golf et dîner « vulnerati » ayant permis de récolter des fonds au profit des blessés de guerre, le Bleuet de France à l'occasion de la fête nationale, la création du bulletin « *ad honores* », sans parler de toutes les nombreuses actions locales.

Crédit photo : Jean-Louis Dibusz

De droite à gauche : le GMP, le GBR Benoit Vidaud, directeur de la STAT, le colonel Vincent Mary, sous-directeur de la STAT.
Au fond, à gauche le LCL Bruno Gagnaire, DMD-A 78

Le gouverneur a ensuite présenté ses objectifs et ses attentes pour l'année à venir. Initiative, force de proposition, initiateurs de projets favorisant la diffusion de l'esprit de Défense… Voilà, en quelques mots, ce que le GMP attend des réservistes citoyens placés sous son autorité. Il a redit combien il était important pour lui de rencontrer la société civile au travers de dîners thématiques tous les deux mois.

Les projets ne manquent pas et chacun, à sa manière, peut continuer d'apporter sa pierre à ce bel édifice qu'est la réserve citoyenne.

Le midi, un repas au Cercle des maréchaux à permis de continuer les échanges commencés le matin.

L'après-midi fut consacré aux comités : le travail de tous au sein de chacun des dix comités comités a permis d'établir des comptes-rendus remis en fin de journée afin qu'une synthèse soit transmise pour validation au GMP.

Les réservistes tiennent à remercier vivement les organisateurs de cette journée ainsi que l'ensemble des intervenants de la STAT pour cette journée, riche d'enseignements.

Crédit photo : JL Dibusz

Les comités au travail

Crédit photo : Jean-Louis Dibusz

Crédit photo : Jean-Louis Dibusz

Le GMP s'adresse aux réservistes citoyens

Crédit photo : JL Dibusz

Le GMP et le colonel Jérôme Christ chef du BEPA (bureau études, pilotage, activité) au sein du SDEP (sous direction environnemnent des programmes)

Le Bleuet de France : une action des réservistes citoyens

Dans son message à l'occasion des commémorations du 11 novembre, le CEMA, le général d'armée Thierry Burkhard, a souligné son engagement en faveur du Bleuet de France en précisant son souhait de porter le Bleuet du 5 au 14 novembre et en invitant les personnels civils ou militaires à faire de même.

Par le CDT (rc) Fabienne Nommick

C'est donc tout naturellement qu'une trentaine d'entre nous a répondu à la demande du Gouverneur militaire de Paris pour soutenir l'action de collecte organisée par l'ONAC-VG dans le cadre d'une convention de partenariat avec la RC IDF. Le but étant de recueillir des fonds mais aussi de présenter à ceux que nous allions croiser le Bleuet de France – trop peu connu du grand public.

J'ai ainsi coordonné plusieurs équipes qui ont œuvré avec efficacité et bonne humeur pendant la semaine du 8 au 14 novembre dernier. Nous avons été équipés de troncs, chasubles, autocollants et bleuets en plastique.

Grâce à tous ces bénévoles, il a été possible de faire des quêtes de rue mais aussi en entreprise. Lors de la cérémonie officielle du 11 novembre à l'Arc de triomphe, nous avons accédé aux tribunes pour équiper l'ensemble des personnels en place et, bien évidemment, quêter auprès des invités des tribunes.

Par ailleurs, un lien internet spécifique pour cette collaboration a été créé sur le site du Bleuet de France.

Enfin, le dimanche 14 novembre, un concert caritatif au Val-de-Grâce a été organisé et interprété par certains d'entre nous sous la direction de Hervé Desarbre.

Ces actions diverses et variées ont permis la collecte de plus de 7 500 euros.

Je remercie l'ensemble des intervenants et bénévoles qui ont œuvré à ce beau succès. Je souhaite que la prochaine collecte au profit du Bleuet de France mobilise encore plus de volontaires !

Ainsi que le rappelle parfois le général de corps d'Armée Christophe Abad, l'ONAC-VG a ses bureaux dans l'enceinte des Invalides et c'est au profit de ses pensionnaires que les premiers bleuets ont été confectionnés.

Nous nous devons de répondre à cet appel et à faire connaitre le Bleuet de France (https://www.onac-vg.fr/presentation-du-bleuet-de-france) !

Témoignage du CDT (rc) Damien y Nait-Aiss

Retrouver l'intégralité du témoignage de notre camarade **ici**.

Par un temps beau et sec mais des températures hivernales, les réservistes citoyens se retrouvent, ponctuels, de bonne heure et de bonne humeur près de l'Arc de Triomphe pour l'opération Bleuet de France;

La cérémonie à l'Arc de Triomphe est particulièrement solennelle cette année car le moment est historique :

Ce 11 novembre 2021, le président de la République prononce son discours d'hommage au dernier grand témoin d'une page marquante de notre histoire récente : à l'issue du discours présidentiel, le Lieutenant Hubert Germain, dernier des 1 038 Compagnons de la Libération, sera inhumé au Mont-Valérien à Suresnes, haut lieu de mémoire.

Sur le plan des résultats, la mobilisation globale sur la durée de collecte a été particulièrement fructueuse.

Les remerciements reçus du commandant Cazorla et de l'ONACVG confortent la satisfaction collectivement ressentie : Mission accomplie pour les RCT !

Crédit photo : libre de droit

Crédit photo : DR

Crédit photo : DR

Crédit photo : DR

Crédit photo : Damien y Nait-Aiss

Task force simplification

L'armée de Terre a mis en place une « task force simplification » fin 2020 pour gagner en efficacité en diminuant drastiquement toutes les normes qui font perdre du temps sans pour autant que la sécurité y gagne. Les réservistes citoyens Terre rattachés au Gouverneur militaire de Paris ont contribué à ce chantier.

Par les COL (rc) Cyrille Schott, COL (rc) Olivier de Lavenere Lussan, LCL (rc) Stéphane Rivière et CDT (rc) Philippe Canonne

Le général d'armée Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT) de 2019 à 2021, a fait de la « simplification » un axe majeur de sa vision stratégique « Supériorité opérationnelle 2030 ». L'ambition étant d'avoir une armée de Terre durcie pour faire face au contexte d'un retour au combat de haute intensité en rendant aux unités de la liberté d'action, du temps utile à la finalité du métier militaire et de l'entraînement en vue de l'engagement opérationnel. Cette ambition est également celle de l'actuel CEMAT, le général d'Armée Pierre Schill.

Pour conduire le chantier, une Task Force Simplification, commandée par le général Marc Ollier, a été installée. Faire des propositions sur des « processus modifiables à courte échéance », en lien étroit avec les unités, via une équipe d'officiers Simplification, et en s'appuyant sur des expertises : telles étaient les missions de cette Task Force.

Ainsi a été créé un groupe de réflexion composé d'experts issus de la Réserve citoyenne, force de propositions, notamment en termes d'appui méthodologique. Dix réservistes citoyens ont été sollicités par le Pôle Rayonnement de l'Armée de Terre (PRAT) pour intégrer ce groupe. Parmi eux quatre réservistes citoyens rattachés auprès du gouverneur militaire de Paris : Philippe Canonne, Olivier de Lavenere-Lussan, Stéphane Rivière et Cyrille Schott.

Trois sous-groupes ont été constitués :

- ✓ **Simplification opérationnelle et production** : comment alléger les tâches à faible valeur ajoutée pour retrouver du temps opérationnel (cœur de métier) ?
- ✓ **Encadrement et normes** : comment simplifier ou rendre accessible le cadre normatif, les règles du jeu RH, la structure et l'organisation ?
- ✓ **Cycle décisionnel, emploi des ressources et contrôles** : comment positionner la décision d'emploi des ressources et faire appel aux fonctions support ?

En une dizaine de séquences, sous forme de réunions « distancielles », des témoignages d'opérationnels, officiers et sous-officiers, ont été recueillis. Les propositions suivantes, soutenues par les réservistes citoyens, à l'occasion de la restitution finale du 11 mai dernier, ont été retenues et reprises dans le message de remerciement du chef de la Task force :

- ✓ renforcer la pratique du RETEX ;
- ✓ procéder à des expérimentations ;
- ✓ décrire et stabiliser les postes de travail, les tâches ou les fonctions ;
- ✓ rédiger par les opérateurs leur fiche de tâche ;
- ✓ favoriser le plus largement possible l'autonomie ;
- ✓ sensibiliser au fait que la pénurie est, en elle-même, une cause de complexification.

Ces mesures s'inscrivent dans l'ambition de proposer des actions concrètes, ciblées, avec des gains rapides et selon un calendrier exigeant.

Un projet d'une riche expérience pour les réservistes citoyens. Le cadre de leur intervention, autonome et respectueux, a favorisé un regard extérieur sur les irritants ressentis par le terrain, en faisant écho aux attentes de celui-ci. Leur réflexion a été nourrie par des contacts avec les opérationnels.

Colloque « Le sport et les armées » : nous avons besoin de vous !

Le 22 novembre 2022 : retenez bien cette date !

Par le comité Histoire

Les Jeux olympiques et paralympiques se dérouleront à Paris et Marseille dans moins de trois ans. Ce rendez-vous très médiatisé entraînera l'engouement de nos concitoyens. Aussi nous a-t-il semblé important et utile de rappeler, avant cette échéance, la place qu'occupe le sport au sein des armées mais aussi ce que celles-ci apportent au sport de haut niveau.

Le sport fait partie « du sac du soldat », et les formes du combat n'ont cessé de renforcer la nécessité d'une condition physique et mentale optimales des hommes et des femmes de nos armées.

Le comité « Histoire et Patrimoine » de la réserve citoyenne Terre d'Île-de-France a reçu l'accord du gouverneur militaire de Paris pour organiser, dès la fin de 2022, un colloque afin de présenter des travaux scientifiques dans le domaine du sport mais également de partager, à travers un certain nombre de témoignages, le savoir-faire et les diverses pratiques de représentants d'unités, champions issus de nos rangs, médecins militaires, éducateurs, soldats. Nous recueillerons des témoignages, écrits et filmés, pour préparer cette manifestation et en garder une trace permettant de communiquer vers des publics cibles, en particulier la jeunesse.

Photo Minsitère des armées

Voici d'ores et déjà les grandes lignes de ce colloque.

Matin *:*

- ✓ Intervention de la BSPP, son entraînement, modèle actualisé de l'exercice, réalisé collectivement sous l'autorité hiérarchique directe.
- ✓ Le développement du sport du modèle élitaire traditionnel à la pratique de masse, la diversification des disciplines, l'essor du sport militaire. Le lien avec l'école, en mutation. 1880 - 1914.
- ✓ Le développement des sports collectifs pendant la Grande Guerre, derrière le Front : la cohésion, le moral. Un mot à la fin sur les prisonniers (400 000 allemands en 1918), amorce pour un éventuel thème du colloque de 2023.

Après-midi :

- ✓ La réparation de la blessure. De la Grande Guerre à nos jours. Les aspects actuels. Le soutien aux Jeux paralympiques.
- ✓ L'Armée et les compétitions sportives internes ou l'Olympisme, participation et soutien.
- ✓ La transformation progressive des préparations du corps des combattantes et des combattants. Tendances actuelles et futures.

Vous êtes chaleureusement conviés à la préparation de cette manifestation et la suivante. En effet, un deuxième colloque se tiendra fin 2023, incluant, notamment, une perspective comparatiste.

Vous souhaitez nous rejoindre ? contactez-nous par courriél : **raymond.riquier@orange.fr**

Les DMD Ile-de-France

La DMD DE SEINE-SAINT-DENIS

La DMD de Seine-Saint-Denis -DMD SSD- agit dans un département souvent méconnu.
On ne dit pas le 93 ou le 9.3, mais la Seine-Saint-Denis. C'est un département riche par l'Histoire et la culture. Le 93 est plutôt un régiment d'artillerie de montagne.

Par le LCL Philippe Lamouret, délégué militaire adjoint de Seine-Saint-Denis

Les réservistes citoyens de Seine-Saint-Denis, les RC SSD, connaissent le terrain et l'histoire, la population et le peuplement.
Ils agissent au quotidien et préparent l'avenir. Au service de la mémoire et du rayonnement du ministère des Armées, leurs atouts sont l'énergie, le dévouement et l'intuition.
Ils sont une dizaine venue de tous les horizons. Leur jeunesse est un état d'esprit plutôt qu'une période de la vie et c'est aussi pour la jeunesse qu'ils sont en première ligne.

Vous faire connaître notre département et sa RC SSD, c'est aller au-delà des préjugés, considérer le récit plutôt que l'image contrastée du présent. La SSD est cinquantenaire dans la géographie et millénaire dans l'histoire.

Les Jeux olympiques raniment la flamme de 1998. La France était championne du monde à Saint-Denis. Les changements initiés à l'époque sont sensibles aujourd'hui, il a fallu une génération.

Le drapeau de la Seine-Saint-Denis rassemble les fleurs de lys, le rouge, la roue d'engrenage de l'industrie et des épis de blé.
Rouge, c'est la Légion d'honneur et sa maison d'éducation à Saint-Denis.
C'est le sang de la bataille de l'Ourcq, prélude à la victoire de la Marne. Von Kluck ne suivit pas le plan Schlieffen et ne déborda pas Paris par l'Ouest. Parti à la chasse à l'anglais en direction de la Marne, il perdait sa place. Le Gouverneur militaire de Paris, Gallieni, prenait un taxi pour l'Histoire. Entre la Seine et la Marne se trouvait la plaque tournante de cette opération. La route stratégique de Vaujours préfigurait la voie sacrée de Verdun.

Crédit photo : DR

Le stade de France

Aujourd'hui, le GMP et son état-major se préparent à faire face à des crues de la Seine et de la Marne. Ils accueillent les militaires d'outre-Rhin pour défiler sur les Champs-Elysées. Le théâtre séquano-dyonisien des opérations reste le même, l'histoire est en marche.

La nécropole royale de la basilique de Saint-Denis est un lieu vivant et hautement symbolique de l'histoire de France, depuis le roi Dagobert jusqu'à Louis XVIII.

Au temps de Zola, la Plaine des Vertus entre Saint-Denis et Bobigny nourrissait le ventre de Paris. On l'appelait aussi la Plaine de France. Avec la métropole du grand Paris, c'est le territoire Plaine Commune. On peut y répondre à bien des vocations, y verser selon les époques son sang ou sa sueur, des larmes parfois. L'Histoire y est riche et mouvementée, la géographie propice au développement. Avec le village olympique et la RC SSD, elle reste jeune.

Crédit photo : DR

Les Grands moulins de Pantin

Au milieu des champs, on se mit à construire très vite, sans le baron Hausmann. Les cités se sont dégradées, l'industrie a décliné. Les immeubles de grande hauteur, les Mercuriales, la tour Pleyel, ont symbolisé le développement des bureaux et des services. Primaire, secondaire, tertiaire enfin, l'économie de la SSD changeait. Orly succédait au premier aéroport, Le Bourget, avec Roissy, la SSD redécollait.

Aujourd'hui, il y a un 1.7 M d'habitants recensés et plusieurs centaines de milliers non-recensés sur 236 km2 avec une densité de 7000 hab. au km2. C'est le département le plus fécond avec un taux de 2.5 et le plus jeune, comme sa RC, vous l'aviez compris. Souvent, on ne naît pas français, on le devient.
Les ouvriers sont arrivés de toute la France suite à l'exode rural, puis de plus loin lors de la décolonisation.

Crédit photo : DR

Aéroport Roissy Charles de Gaulle

Roissy-Charles-Gaulle est le premier aéroport européen. Le stade de France, avec plus de 80 000 places, est le plus grand ERP-établissement recevant du public en France. Trois J pour son histoire : Johnny, Aimé Jacquet et les Jeux olympiques.

Les pompiers de Seine-Saint-Denis sont ceux qui voient plus souvent le feu. Ils sentent la suie et la fumée, les nuits sont plus longues que les jours.
La Seine-Saint-Denis a eu plusieurs fois le record de la création d'entreprise et rassemblerait 40% de la population active vivant du cannabis en France. Le chômage reste fort. Il y a de forts contrastes entre les positions dominantes.

Il y a ainsi une économie souterraine, des pôles économiques dynamiques et un département à l'avant-garde des politiques sociales. La dernière expérimentation en cours est la renationalisation du RSA-revenu de solidarité active lancée par le Premier ministre, le 28 septembre dernier. Notre territoire est le plus visité par les ministres.
La SSD progresse, s'embourgeoise mais les retombées sont inégales. La jeunesse peut manquer d'ambition.

Le rôle de la réserve citoyenne de la DMD se trouve ainsi au cœur de l'égalité des chances et de l'ambition armées jeunesse 2022. Par la jeunesse, pour la jeunesse.
Il s'agit d'élargir les horizons des jeunes qui feraient rimer cité avec morosité.
Lancer une classe de défense à Aulnay-Sous-Bois avec l'École navale, c'est avant tout les conduire à l'océan, puis vers les métiers du marin et surtout élargir leur vision, éveiller les rêves. Un projet professionnel commence avec l'idée que l'on se fait du bonheur et des gens pour aller avec. Il se poursuit avec le développement personnel puis la transmission aux plus jeunes. Le projet cesse quand on cesse d'être jeune.

Rassembler lors des cérémonies d'anciens combattants de l'armée française, des tirailleurs sénégalais nonagénaires et des trentenaires issus du département puis revenus d'Opex, remet notre démarche en perspective, la longue durée. Avec les enfants des écoles et leurs professeurs, les classes de défense et bientôt la préparation militaire, notre DMD et sa RC SSD s'adresse à tous de 9 à 99 ans.

Nous sommes dans un désert militaire et les pompiers de Paris sont la seule grande unité présente. La force Sentinelle vient ensuite. Les mairies tiennent parfois à l'honorer comme aux Lilas le 12 septembre. Entre deux patrouilles, ils reçoivent la médaille de la ville et partagent un repas avec la RC SSD, et les associations patriotiques. Le musée de l'Air et de l'Espace donne à l'armée du même nom un rayonnement particulier.

L'Océan est loin, la mer aussi, cependant les marins partent à l'abordage, avec une classe de défense et une préparation militaire, notre DMD en tête. Il reste le plus jeune, bien sûr. C'est la « royale » et donc « (Montjoie !) Saint Denis ! »

Crédit photo : DR

La basilique de Saint-Denis

Ad memoriam, 9 octobre 2021

C'est avec beaucoup d'émotion que nous avons participé, ce 9 octobre à la cérémonie commémorant les Fusillés du Mont-Valérien et d'autres sites en Ile-de-France.

Par le LCL (rc) Pascal JOBART
Coordonnateur zonal des RLJC de la ZDS IDF auprès du GMP
Relais Défense en établissement au collège Jeanne d'Arc du Kremlin-Bicêtre
Pilote de la Classe Défense Sécurité globale du Collège

Cette cérémonie se tient chaque année au Carré des Fusillés du cimetière parisien d'Ivry. Après deux ans d'absence de nos élèves, du fait des restrictions sanitaires, c'est une belle délégation d'une quarantaine de participants (collégiens, anciens élèves, parents et cadres) du collège Jeanne d'Arc du Kremlin-Bicêtre qui a de nouveau répondu présent à l'invitation de Monsieur Jean Darracq, président de l'Association nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance française.

Nos élèves ont pu vivre ce temps mémoriel aux côtés des derniers témoins vivants et des familles des fusillés et déportés, mais aussi en être pleinement acteurs comme porte-drapeaux, porteurs de gerbes, lecteurs des dernières lettres de fusillés du Mont-Valérien, ou tout simplement en étant présents et recueillis.

Belle aventure qui se poursuivra cette année avec l'inauguration prochaine du monument et du parcours pédagogique à la mémoire des Fusillés sur le site, mais aussi par le témoignage que viendra transmettre à nos élèves de 3ème Monsieur Jean Villeret, ancien déporté, bientôt centenaire.

Un grand merci à Madame Caroline El Janati, chef d'établissement du collège Jeanne d'Arc, aux parents et encadrants et tous les élèves pour leur sérieux et leur implication sans faille dans la cérémonie.

Merci aux élus, à la conservatrice du cimetière et à toutes les associations et institutions présentes à nos côtés pour leur bienveillance et leurs encouragements.

Photos Pascal Jobart

Un remerciement particulier à Monsieur Darracq de m'avoir fait l'honneur de me confier le protocole pour cette cérémonie (le titulaire de cette charge, Monsieur Robert Créange, étant absent pour raison de santé). Ce fut pour moi une première !

Nous formons tous et toutes le souhait que la Flamme de la Résistance continue à briller dans le cœur et l'esprit des jeunes, devenant ainsi des ambassadeurs de la Mémoire pour l'ensemble de la jeunesse et des générations futures.

Photo Ministère des Armées

Ambassadeurs de mémoire

Remise du titre d'Ambassadeur de Mémoire aux promotion 2019-2020 et 2020-2021 de la classe Défense Sécurité globale du collège Jeanne d'Arc du Kremlin-Bicêtre, 21 octobre 2021.

Par le LCL (rc) Pascal JOBART

En cette belle soirée, soixante de nos jeunes, leur encadrement et notre collège, ont reçu le titre d'Ambassadeur de Mémoire de la section départementale du Val-de-Marne de l'Association Nationale des Membres de l'Ordre national du Mérite (ANMONM94). Ces élèves ont fait partie des promotions 2019-2020 et 2020-2021 de la Classe Défense Sécurité globale de notre établissement. Cette distinction vient récompenser leur l'engagement et celui de notre équipe dans le travail de mémoire, plus particulièrement leur participation et leur implication active lors des cérémonies du ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe des J3C des 11 octobre 2019 et 21 septembre 2020. Plusieurs d'entre eux avaient eu entre autres l'honneur de porter les couleurs de l'ANMONM94.

Photos Pascal Jobart

Un grand merci à Madame Chantal COLIN, présidente de l'ANMONM94, et aux compagnons présents pour leur soutien sans faille, pour leurs encouragements et pour la reconnaissance de l'engagement de nos jeunes, ceci depuis plusieurs années maintenant.

3ème édition du Rallye citoyen de la DMD 95

Photos Pascal Jobart

Le mercredi 20 octobre a eu lieu la 3ème édition du rallye citoyen organisé par la Délégation militaire départementale du Val d'Oise. Ce sont 70 jeunes garçons et filles qui se sont rendus de bon matin sur l'Élément Air Rattaché de Taverny. La journée a commencé par une cérémonie du lever des couleurs. Organisés ensuite en équipes, ils ont participé durant la journée à des animations autour de deux pôles : des stands avec des activités de réflexion et des ateliers sportifs. Les participants ont ainsi cumulé des points, déterminant par la suite leur classement. Des militaires interarmes, des réservistes citoyens de défense, des RLJC, des sapeurs-pompiers, des membres d'associations et d'institutions (ONACVG et Souvenir français par exemple) se sont impliqués dans cette opération.

J'ai ainsi participé cette année à l'animation du stand « codages et décryptage ».

Des animations ont ensuite été proposées aux jeunes par le Centre d'Information et de Recrutement des Forces Armées du Val-d'Oise (CIRFA95), des associations de secourisme, la marine nationale, l'armée de l'air et de l'espace et par la légion étrangère.

Ce rallye s'est achevé par la proclamation des résultats, la remise des prix et par un temps de convivialité.

Un grand merci à la DMD95 et à toutes celles et tous ceux qui ont permis de faire vivre à nos jeunes et aux encadrants cette belle aventure.
Rendez-vous est pris pour l'an prochain.

Lancement de la CDSG du collège Jeanne d'Arc du Kremlin-Bicêtre

Le jour J du lancement de la Classe Défense Sécurité Globale (CDSG) 2021-2022 est arrivé. Après deux années marquées par la pandémie et des activités plus restreintes, c'était pour nous une vraie renaissance.

Par le LCL (rc) Pascal JOBART

C'est avec honneur que nous accueillons ce mardi au collège Jeanne d'Arc du Kremlin-Bicêtre une délégation de légionnaires du GRLE du Fort de Nogent.

Ce premier contact est l'occasion d'une présentation de notre unité marraine par une délégation de légionnaires pilotée par le capitaine Henry. Les échanges sont riches et dynamiques. Le programme proposé a suscité un vif intérêt des élèves.

La présentation s'est achevée par la signature officielle du Protocole 2020-2021 en présence de Madame Caroline El Janati, chef d'établissement du collège, du LCL Prenveille chef de corps du GRLE et DMD94 et du LCL (rc) Pascal Jobart, Relais Défense pilote de la CDSG.

Nous nous sommes rendus ensuite à l'Arc de Triomphe pour vivre la cérémonie du Ravivage de la Flamme. Les échanges informels entre légionnaires et élèves se sont poursuivis durant le trajet et sur place. Notre camarade Roland Palaccio a présenté la cérémonie et son histoire au pied d'un Arc de Triomphe rendu momentanément muet et invisible aux yeux des jeunes du fait de son empaquetage. Nos amis et partenaires de l'Association Nationale de l'Ordre national du Mérite du Val-de-Marne (AnonM94) nous ont rejoint sur place. Une fois encore, fidèles dans l'accompagnement de nos projets mémoriels et citoyens, ils ont permis cette année encore à cinq de nos jeunes d'avoir l'honneur de porter les couleurs de la France et de l'AnonM94 durant cette belle cérémonie. Temps fort et émouvant pour ces jeunes, permettant un véritable échange intergénérationnel, en particulier avec les porte-drapeaux expérimentés de l'association qui les ont encadrés.

Photos Pascal Jobart

Un grand merci au général Dary, présidant la cérémonie, qui a su mettre les jeunes en avant par ses encouragements et sa bienveillance.

Merci, enfin, au COL (rc) Benamar Benzemra, président de l'Association nationale des réservistes locaux à la Jeunesse et à la Citoyenneté, de nous avoir invités à cette cérémonie en cette Journée Internationale de la Paix 2021.

L'aventure continue !

Les commémorations de la Grande Guerre à travers le monde

Seuls quelques pays commémorent à proprement parler la Grande Guerre, et singulièrement le 11 novembre : la France, la Belgique, le Royaume-Uni et le Commonwealth (lequel, ne l'oublions pas, a payé un lourd tribut, comme l'Empire français, à cette guerre à échelon « planétaire » (sans guillemets cette fois si l'on considère l'origine des combattants, dont certains sont venus s'engager volontairement).

Par le CDT (rc) Gaël Pilorget

Le 11 novembre en **France** est dédié aux victimes militaires et civiles de la Grande Guerre ainsi qu'à l'ensemble des soldats morts pour la France depuis 1914.

En **Belgique**, le roi (Philippe) rend hommage, à la Colonne du Congrès à Bruxelles, au Soldat inconnu, aux morts des deux guerres mondiales et aux militaires tombés lors des missions pour la paix depuis 1945. Cette commémoration du 11 novembre a été organisée pour la première fois en 1922, lorsque le Soldat inconnu a été inhumé à la Colonne du Congrès. La Belgique préférait alors se souvenir de la Première Guerre le 4 août, date de l'invasion du royaume en 1914.

En **Grande-Bretagne**, le 11 novembre est consacré au souvenir des soldats issus des pays du Commonwealth, qu'ils soient tombés au champ d'honneur ou encore vivants. Certains arborent fièrement sur leur veste un petit coquelicot (poppy) vendu par la Légion royale, en souvenir des champs de batailles de Flandres, et des gerbes de coquelicots viennent fleurir les monuments aux morts. On observe 2 minutes de silence à 11h. Le 11 novembre n'est pas férié en Grande-Bretagne, et le « Remembrance Day » est aussi célébré le 2ème dimanche de novembre (« Remembrance Sunday ») : il s'agit d'honorer des militaires et civils du Royaume-Uni et, plus largement du Commonwealth, qui se sont distingués lors des deux Guerres mondiales et conflits ultérieurs.

En **Australie**, depuis 1921, on commémore, chaque 25 avril, les soldats tombés au combat pendant la Première guerre mondiale à l'occasion de l'« Anzac Day ». De très nombreux Australiens se rendent chaque année à Villers-Bretonneux (Somme) ou encore à Bullecourt (Pas-de-Calais), théâtres du sacrifice de milliers de soldats de leur pays. A Villers-Bretonneux, il est de coutume que la cérémonie se tienne à l'aube.

Aux **États-Unis**, il n'existe pas de cérémonie spécifique à la Grande Guerre. Le « Memorial Day » (jour férié) a lieu le dernier lundi du mois de mai, et rend hommage aux soldats morts au combat, toutes guerres confondues. Le «Veterans Day» rend, lui, hommage aux anciens combattants… le 11 novembre.

Au **Canada**, le 11 novembre, un « dernier appel » (la Sonnerie aux morts) est interprété, avant la lecture du poème « Au champ d'honneur » puis deux minutes de silence sont observées à 11h pile, heure de l'entrée en vigueur de l'armistice (« la 11ème heure du 11ème jour du 11ème mois »). Des rassemblements ont lieu devant les monuments aux morts, mais également dans les écoles. Des millions de Canadiens portent le coquelicot, et ce, bien en amont (plusieurs jours ou semaines) du 11 novembre.

En **Italie**, la fin de la Grande guerre est célébrée le 4 novembre lors de la Journée de l'Unité nationale et Journée des Forces armées. Ce rendez-vous mémoriel a été mis en place dès 1919 pour commémorer la victoire italienne en 1919. Le 4 novembre correspond à la date de l'entrée en vigueur effective de l'Armistice de Villa Giusti (signée le 3) entre l'Italie et l'Empire austro-hongrois.

Photo libre de droits

La défense militaire de Paris pendant la Première Guerre mondiale : Sosthène Camille Mortenol

La défense militaire de Paris a toujours été une préoccupation majeure de nos dirigeants. L'une des missions du Gouverneur militaire de Paris, en tant qu'officier général, est notamment celle de la zone de défense et de sécurité de la capitale.

Par le COL (rc) Annick Leroy

Revenons sur l'histoire de Paris pour découvrir un de nos compatriotes guadeloupéens, Sosthène Camille Mortenol (1859 – 1930) à qui fut confiée par le Général Gallieni, alors GMP, la lourde tâche d'assurer et de réorganiser la défense anti-aérienne de la capitale en 1915. Rôle dont il s'acquittera à merveille.

Né à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) en 1859, Sosthène Camille Mortenol fut le premier polytechnicien guadeloupéen noir, fils de parents ayant vécu l'esclavage. Sorti 18ème sur 205, il choisira l'artillerie de Marine, y fera une brillante carrière et sera décoré de la Légion d'Honneur.

À la déclaration de guerre en juillet 1914, le capitaine de vaisseau Mortenol débarque à l'Etat-major du Général Gallieni et prend ses fonctions auprès de ce dernier, à son QG installé au lycée Victor Duruy (boulevard des Invalides - 7ème). Il lui est confié la direction de la défense contre aéronefs (DCA) du camp retranché de Paris.

Parvenu à la retraite d'officier de Marine, Paul Painlevé, ministre de la Guerre, le nomme « colonel de réserve de l'artillerie de Terre », afin de le maintenir dans ses fonctions, auprès du nouveau GMP, le général Dubail.

Paris est alors soumis à des bombardements aériens répétés des fameux Zeppelin, puis par l'aviation allemande. Devant la pauvreté matérielle de notre aviation (les canons anti-aériens sont de 75 et ne peuvent se redresser qu'à 45°), Mortenol s'emploie à améliorer, moderniser, augmenter les moyens dont il dispose.

A l'armistice en 1918, Mortenol commande 10 000 hommes, dispose de 65 projecteurs de grand diamètre, de près de 200 canons réellement adaptés au combat anti-aérien – contre 10 au début de la guerre. La dernière année du conflit, sur 490 avions ennemis, seuls 37 ont survolé la capitale et 16 abattus.

« *Officier supérieur du plus grand mérite, à son poste jour et nuit pour veiller sur Paris, assure ses fonctions avec un rare dévouement et une compétence éclairée* ». (Son dossier personnel, S.H.M./Vincennes).

En septembre 2014, Camille Mortenol a été choisi avec trois autres soldats pour incarner les héros de la capitale lors des célébrations de commémoration de la Grande Guerre. Il repose au cimetière de Vaugirard, rue Lecourbe à Paris XVème, division 5 au n° 320.

Photo libre de droits

Petit guide des usages militaires : A chacun son surnom

Par le CDT (rc) Alain Broquet

Marsouin, biffin, dolo, cela vous parle ? Entre acronymes et jargon, une conversation « mili » peut apparaitre obscure au commun des mortels. Voici, pour aider, une liste de surnoms. Elle est loin d'être exhaustive et la genèse de chaque terme peut entrainer de vifs débats. Il ne s'agit donc que d'une humble introduction à un sujet bien vaste.

- **Béret vert** : commando marine. De par la coiffe héritée des forces spéciales britanniques durant la Seconde guerre mondiale.
- **Bidasse, trouffion** : soldat. Très familier. S'est surtout appliqué aux appelés de l'infanterie.
- **Biffin** : fantassin de l'armée de Terre. « Chiffonnier » en argot. L'appellation serait née au XIXe siècle quand marins, marsouins et bigors, fiers de leur tenue impeccable (dont ils étaient propriétaires), reprochaient aux soldats de l'armée de Terre d'être habillés comme des « *chiffonniers* ».
- **Bigor** : artilleur de marine. L'origine du mot est parfois attribuée à l'assimilation des artilleurs de marine à des bigorneaux, les soldats étant, au milieu du XIXe siècle, débarqués des navires pour être fixés à leurs batteries côtières, comme le coquillage sur le rocher. Plus vraisemblablement, cette origine remonterait à l'époque de la marine à voile. Il s'agirait de l'altération du commandement "*Bigues dehors !*" qui précédait l'ouverture des sabords par lesquels les canons des navires étaient appelés à faire feu.
- **Cocoye** : commando de l'air. Proviendrait d'un acronyme de l'anglais « *commando company* ». La version la plus répandue est que ce surnom serait tiré de la maxime « *fier comme un coq, rusé comme un coyote* »
- **Cyrard** : élève ou ancien élève de l'ESM de Saint-Cyr Coëtquidan.
- **Diable bleu** : chasseur à pied ou alpin. Le surnom viendrait des soldats allemands de la Grande guerre ayant surnommé les chasseurs, pour leur bravoure et intrépidité au combat et du fait de leur tenue sombre, les « *schwarze Teufel* », « diables noirs » - leur tenue étant, dans les faits, bleue. Anciennement « vitrier » : les patelettes en toile cirée du sac des chasseurs à pied brillaient au soleil, tels les carreaux de verre portés également sur le dos par les vitriers.
- **Dolos** : cadet de l'École militaire interarmes de Saint-Cyr Coëtquidan (EMIA). Surnom issu d'une marque de *corned beef* des anciennes rations de combat qui représente un bœuf (un « bœuf » étant en langage argotique militaire un soldat rustique, dur à la tâche)
- **Gonfleur d'hélice** : aviateur, mécano d'aviation. Les premières hélices à pas variable étaient mises en position "petit-pas" au sol, avant le décollage, par le mécano qui branchait une pompe pneumatique (genre pompe à vélo améliorée) sur une valve en bout du cône d'hélice…
- **Képi blanc** : légionnaire. De par sa fameuse coiffe.
- **Léopard** : parachutiste en Algérie, essentiellement associé aux troupes du GAL Bigeard. De par leur treillis camouflé.
- **Marsouin** : infanterie de marine, anciennement coloniale. Destinée aux actions outre-mer, cette infanterie est comparée au cétacé, le marsouin qui suit régulièrement les bateaux qu'il croise.
- **Para-colo** : parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa), anciennement coloniale.
- **Pétaf** : armurier dans l'armée de l'air.
- **Pistard** : mécanicien chargé de la mise en œuvre et de la mise en configuration des avions.
- **Plouf** : plongeur-sauveteur. Lorsqu'il saute dans l'eau, cela fait « plouf ».
- **Pompon rouge** : marin. A toucher : cela porte bonheur, comme chacun sait.
- **Ripainsel** : soldat de l'intendance : du riz, du pain, du sel !
- **Tringlot** : soldat du train des équipages (transport), surnom apparu dès le XIXe siècle.

Nota : le soldat étant taquin, d'autres surnoms ont cours, mais qu'il convient de manier avec précaution, en fonction de l'auditoire. Nous déconseillerons donc vivement, pour un public non averti à la chose militaire, l'emploi de « fraise des bois », « bibelot » et autre « ouaoua ». Mais à vos risques et périls… ☺

Pour en savoir plus, voir « L'armée de terre et son jargon », de Denis et Sébastien Dupont dans la rubrique « lecture » page 39.

Coin lecture & media

Par les CDT (rc) Nathalie Berland et Alain Broquet

Pour ceux qui n'ont pas eu la chance d'assister à la conférence du **COL Frédéric Jordan** en novembre dernier, rappel de son dernier essai : ***Pour le succès des armes de la France***. Réflexion très fouillée sur la guerre, sur ceux qui l'ont pensée, sur son évolution technique et concrète sur les champs de bataille de l'histoire mais aussi sur ce qui constitue, encore aujourd'hui, son essence, que l'on se réfère aux principes, à la manœuvre, à l'environnement du combat ou à la logistique dans les domaines terrestre, naval et aérien. Aux éditions Economica, 23€, disponible ici.

Cinq ans après son remarqué « De sueur et de sable », l'un des premiers témoignages sur Barkhane et la MINUSMA, le **colonel artilleur Raphaël Bernard** reprend la plume avec ***Au cœur de Barkhane***. Il y évoque son déploiement en 2017 au sein du PCIAT de « Barkhane 7 ». Six mois à la tête d'une équipe d'une centaine d'officiers et de sous-officiers, hommes du renseignement, des plans, de l'influence militaire, du génie, de l'artillerie, des commandos... Lecture évidemment indispensable. Aux éditions JPO, 24,35€, disponible ici.

Le soldat et l'intime, sous la direction d'**Axel Augé**. Un essai qui s'interroge sur les conditions de réinsertion en milieu familial de la personne atteinte d'un traumatisme psychique et qui aborde les étapes de la reconstruction du lien social éprouvé par l'absence, la distance et les silences, imposés par l'exercice du métier de soldat ou policier. Aux éditions Lamarque, publié en partenariat avec le Centre de recherche de l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, 17€, disponible ici.

Voici un extrait du catalogue de l'éditeur Pierre de Taillac, collection de beaux livres d'**histoire régimentaire**. Toujours très complet, beau papier, belles illustrations. Ils sont disponibles, parmi un très riche catalogue, ici.

L'armée de terre et son jargon, de **Denis et Sébastien Dupont**. Nous devions déjà à Sébastien, ECPAD, Armée de l'Air, le « Journal d'un reporter militaire » paru en 2018. Changement de registre : il s'associe à son père, appelé des années 70, pour produire cet amusant guide « pour parler comme les pousse-cailloux d'hier et d'aujourd'hui ». Aux Editions de la Flèche, 9,90€, disponible ici.

Chancellerie

Agrément initial :

Monsieur Philippe LIGIER, en tant que lieutenant *ad honores* (DMD 94)

Madame Sylviane Le BIHAN BUANNEC, en tant que commandant *ad honores* (DMD 95)

Renouvellement avec changement de grade :

Monsieur David CRÉPY en tant que lieutenant-colonel a*d honores* (DMD 75)

IN MEMORIAM

Crédit photo : C^ie^ du Clos Montmartre

Gilles Guillet (1954 - 2021), Grand Maître de la Commanderie du Clos Montmartre

C'est dans la nuit du 16 au 17 novembre dernier que notre camarade **Gilles Guillet** est subitement décédé d'une crise cardiaque. Réserviste citoyen à la DMD 75 depuis 2017, Gilles Guillet subissait les effets d'une COVID longue.
Discret mais très fidèle aux conférences du GMP, il doit rapidement quitté la conférence du 16 novembre, fatigué.
Les Réservistes citoyens Terre – Île-de-France présentent leurs plus sincères condoléances à ses proches et à sa famille.

La question du trimestre : *il dormira temporairement parmi les neuf cœurs avant de rejoindre sa dernière demeure*. De qui s'agit-il et quelle est la signification de cette phrase ? Un cadeau aux 5 premières bonnes réponses (ad.honores.idf@gmail.com)

L'ensemble du comité éditorial vous souhaite une excellente année 2022 !

(de gauche à droite : Bernard Labauge ; Nathalie Berland ; commandant Christophe Cazorla ; Alain Broquet ; Isabelle de Segonzac ; Bruno de Laigue ; Thierry Laugier ; Frédéric Rignault.
Manquent : Thierry-Jacques Laurent et Gaël Pilorget.

A l'aube de cette nouvelle année, je vous remercie tous pour votre engagement dans les actions multiples réalisées dans le cadre de la réserve citoyenne Terre en 2021.
Une mention spéciale à l'équipe du bulletin sans qui celui-ci ne verrait pas le jour et au dynamisme de son rédacteur en chef.

Nous vous souhaitons à tous une excellente année 2022.

Commandant Christophe Cazorla